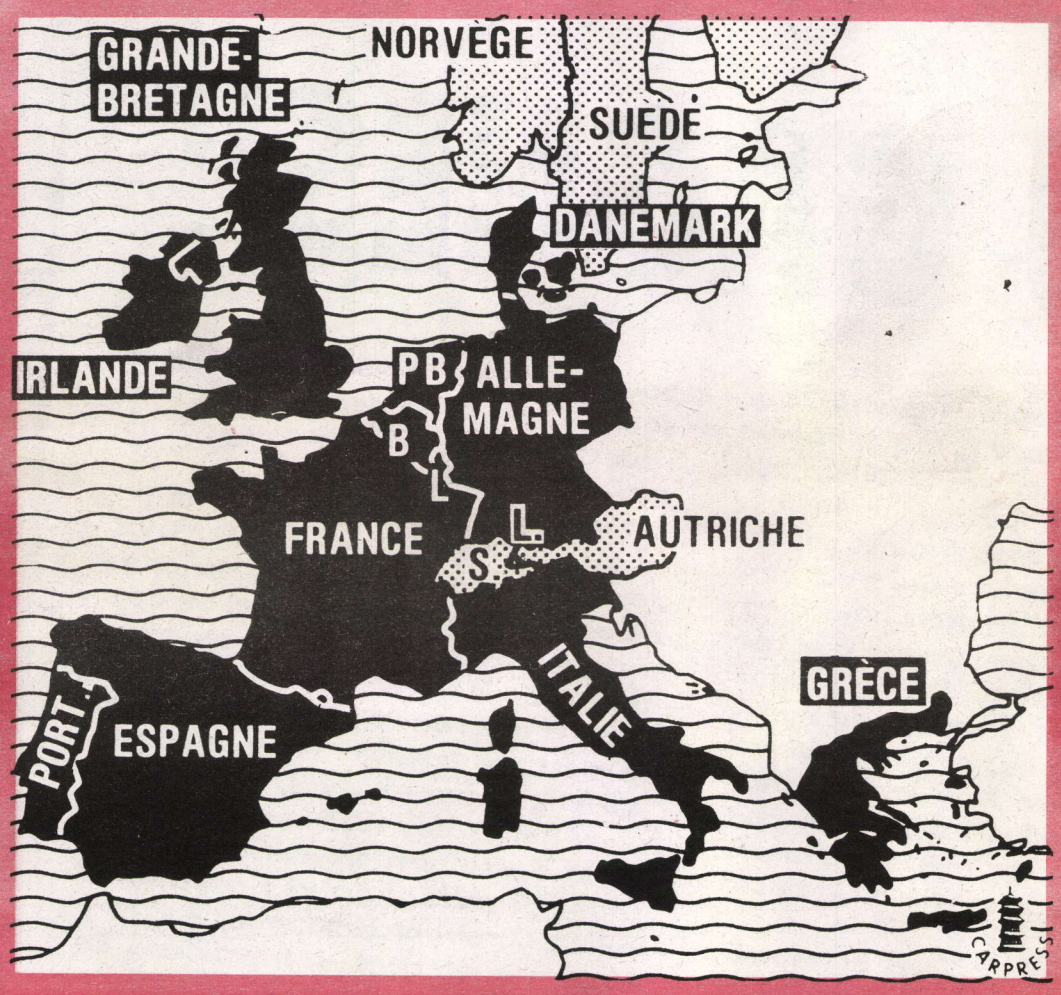
M 6189 - 1251 - 9,00 F

ISSN 0024-765(

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 251 - 19 juin 1992 - prix : 9 F

RÉFÉRENDUM



SUR MAASTRICHT

FACE JE PERDS

PILE TU GAGNES

RÉFÉRENDUM SUR MAASTRICHT

"FACE JE PERDS, PILE TU GAGNES"

Ça y est. C'est reparti. Tous les politiciens, de gauche comme de droite, sont lancés dans l'entreprise de nous persuader que la question essentielle c'est le futur référendum sur Maastricht. De Le Pen à Marchais, de Mitterrand à Giscard, nous allons pendant des mois les entendre nous chanter à l'unisson, même si c'est sur des tons différents, la même chanson : dis-moi oui, dis-moi non...

Certes, pour certains d'entre eux le résultat peut avoir de l'importance. Pour Mitterrand, par exemple, ou pour tous ceux qui aspirent à prendre sa succession et qui trouvent bien long d'avoir à attendre encore trois ans. Bien que rien n'oblige le président à démissionner au cas où le oui serait minoritaire. Et ceux qui pensent voter "non" pour montrer qu'ils en ont marre de 12 ans d'une présidence prétendument socialiste et réellement anti-ouvrière, pourraient bien être déçus... dans tous les cas.

Maastricht - si cela se fait - c'est un simple accord entre des bourgeois d'Europe occidentale. Certains capitalistes y auraient intérêt, d'autres moins. C'est pour cela que certains de leurs représentants politiques sont pour, d'autres contre.

Le Parti Socialiste nous dit que Maastricht c'est un pas supplémentaire vers la construction de l'Europe et la suppression des frontières, ce à quoi nous avons certainement intérêt. Mais leur Europe, ça fait 40 ans qu'elle se met en place. Elle n'a empêché ni la crise de se produire, ni le chômage de s'étendre, ni notre exploitation quotidienne de se faire plus dure.

Le Parti Communiste nous dit, au contraire, qu'il serait grave d'abandonner la souveraineté nationale au profit d'un Etat européen. Mais (même en admettant que Maastricht ce soit la fin de l'Etat national, ce qui n'est pas vrai) en quoi l'Etat français nous a-t-il protégé ou servi, ne serait-ce que ces dernières décennies ? C'est lui qui a aidé les patrons, français ou européens, à baisser nos salaires, réduire les emplois, créer 3 millions de chômeurs. L'Etat national est peut-être une protection pour les riches, certainement pas pour les pauvres ou la classe ouvrière.

D'ailleurs les travailleurs et les militants communistes qui voteraient "non" avec Le Pen et Pasqua ne peuvent pas ne pas voir qu'on leur tend un piège : les amener à mélanger leurs voix à celles de leurs ennemis et leur faire dire, qu'ils le veuillent ou non, que leur politique a des points communs avec celle de l'extrême-droite ou de la droite. Et même chose pour les travailleurs et les militants socialistes qui voteraient "oui" avec Giscard et Barre.

Laissons les politiciens bourgeois, de gauche ou de droite, se chamailler entre eux pour les places ou les intérêts de leurs patrons capitalistes.

Nous avons mieux à faire pour défendre nos propres intérêts : nous préparer à dire non. Pas à Maastricht, mais à tous les exploiteurs qu'ils soient pro ou anti-Maastricht, qu'ils soient français ou européens.

Notre seul intérêt c'est de ne plus accepter qu'on jette à la rue certains d'entre nous, qu'on diminue notre pouvoir d'achat, qu'on laisse végéter sans espoir dans des emplois précaires les plus jeunes générations de travailleurs.

Pour cela nulle autre alternative que de reprendre l'offensive, reprendre la lutte. Avec ou sans Maastricht. Mais certainement avec les autres travailleurs européens qui subissent les mêmes attaques que nous. Et que l'on ne nous dise pas que ce n'est pas possible. N'est-ce pas en Allemagne, par exemple, que ces derniers temps des secteurs importants de la classe ouvrière ont engagé les plus grandes grèves pour les salaires... et ont obtenu des succès ? Notre intérêt, à nous, travailleurs en France, ne serait-il pas de faire alliance avec ceux de l'autre côté du Rhin ?

C'est d'ailleurs à cela que devraient s'appliquer les organisations qui prétendent représenter les travailleurs. Pas à nous inviter à participer à la mascarade du référendum.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

LES PAYSANS MANIFESTENT

AFP

Défilé devant le château de Versailles

Visiblement, le monde agricole se mobilise contre les dernières décisions adoptées à Bruxelles. Et il ne se mobilise pas selon les vecteurs traditionnels. Une Coordination Rurale, née en décembre 1991, semble occuper le devant de la scène, entraînant avec elle ou derrière elle, par peur de se laisser dépasser, le MODEF d'orientation PC et le Centre des jeunes agriculteurs. La Fédération la plus représentative , la plus ancienne, la plus assise, la FNSEA, étant directement impliquée dans les dernières décisions de Bruxelles, tente de calmer le jeu mais semble aussi s'en accommoder.

Le débat sur Maastricht aidant, il est de plus en plus difficile pour les dirigeants des organisations paysannes de tenter une politique unanime. Le projet le plus récent de la Coordination, et semble-t-il le plus suivi, est de "bloquer Paris". Quelque 2000 tracteurs montés en camion de la province ou venus à petite vitesse des départements périphériques suffiraient à bloquer Paris, comme fut bloquée Toulouse la semaine dernière ou d'autres villes encore.

Ennemies ? rivales ? ou complémentaires ? il est difficile de faire la part de ce qui revient aux organisations traditionnelles du monde syndical paysan et à la Coordination. La Coordination née dans le Gers semble, à la base, regrouper des exploitants de toutes tendances. Et même la FNSEA ne semble pas mécontente de pouvoir montrer à Bruxelles que la base ne suit pas et qu'il y a en France un fort mécontentement. Mermaz, le ministre de l'Agriculture, se fait chahuter par les jeunes agriculteurs, les autres ministres du gouvernement ne sont pas en reste. Cela dans une certaine mesure fait partie du jeu.

En fait, à Bruxelles, il a été décidé une fois de plus la mise en jachère d'une partie des sols, la baisse des quotas laitiers, la suppression d'un certain nombre de primes. Les signataires de Bruxelles se défendent en disant que seuls les gros exploitants risquent de voir leur revenu baisser, alors que les aides compensatoires aideront au contraire les agriculteurs moyens à changer de cap. Mais les agriculteurs, petits, moyens et gros, refusent une fois de plus de voir leurs revenus dépendre d'une décision "européenne" et qui plus est dépendante des volontés américaines en matière de pénétration des produits agricoles US dans le marché commun.

Le monde paysan a été transformé depuis longtemps déjà par l'introduction du capitalisme financier, industriel, à la campagne. L'exploitation d'autrefois a dû céder la place à des modes de production liés aux banques et aux circuits de commercialisation et s'il est un domaine où la loi du marché libre capitaliste est depuis longtemps réglée, régimentée, organisée, c'est bien le domaine agricole. Les différents gouvernements essaient de tirer dans les réunions européennes le maximum d'aides et de compensations à cet état de fait pour ne pas désespérer les exploitants. Mais il est incontestable que la loi capitaliste du profit, de la rentabilité, de la mobilité maximum, règne à la campagne, chasse les petits exploitants, soumet le producteur moyen et concentre entre les mains des plus gros et des banquiers l'ensemble de la production.

La désertification est une des conséquences de cette réorganisation capitaliste de la campagne. En 1992, un million d'agriculteurs produisent quatre fois plus que 3 millions de paysans dans les années Cinquante ; cette évolution est inhérente au développement du capitalisme dans le monde rural. Il y a beau temps qu'il a transformé les campagnes américaines. L'Europe suit, de loin, sous le fouet de la concurrence US, en subissant la loi du plus fort. Et la protection des Etats nationaux est dérisoire face à ce phénomène. L'irruption des pays agricoles de l'Est dans cette situation ne fait qu'ajouter à l'effondrement du mode de production agricole antérieur.

Et pendant que la Communauté Européenne croule sous la surproduction, qu'elle ne sait quoi faire de ses légumes, de son lait, de ses céréales, de ses viandes, pendant que l'Europe agricole de l'Est frappe vainement à la porte, le Tiers Monde, qui produit primeurs de luxe et soja exclusivement pour le commerce vers les pays riches, s'enfonce dans la famine aggravée par l'échange inégal. La folie semble s'être emparée du système. Mais ce n'est pas la folie, c'est la logique capitaliste.

C'est elle qui est la responsable de ces aberrations, de ces contradictions et de ses tragiques conséquences.

Colette BERNARD

LE GOUVERNEMENT SOCIALISTE FAIT LES YEUX DOUX AUX CURÉS

AFP

Lang et le secrétaire général de l'enseignement catholique. Le premier cherche des voix, le second les entend.

Envolée l'ultime promesse que les socialistes au gouvernement n'aient pas encore tout à fait reniée !

Jack Lang vient de passer un accord avec Max Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique et père de ses ouailles. L'Etat va verser 1,8 milliard de francs à l'école des curés. C'était déjà plus ou moins accordé par Jospin, le prédécesseur de Lang, mais ce dernier va en accélérer le versement.

En outre, et c'est nouveau, l'enseignement confessionnel sera désormais financé à parité avec le public dans le droit fil de la loi Debré de 1959. Les enseignants du privé seront pris en charge depuis leur formation jusqu'à la retraite comprise. Elle est bien finie la défense de l'enseignement laïc par les socialistes, l'Education Nationale ne sera plus publique et laïque, elle devra faire part à deux avec les curés.

Evidemment les partisans de l'école laïque, qui pensent, à juste titre, que les fonds publics doivent être réservés à l'école publique, ne l'entendent pas de cette oreille. L'enseignement public qui grince déjà à chaque rentrée, faute de professeurs, de locaux… sera le parent encore un peu plus pauvre de l'Education Nationale.

Après la réhabilitation par les socialistes du patronat, de l'entreprise, des profits, voici venir celui de la religion enseignée à l'école. Cela faisait déjà un moment que les socialistes ne cherchaient plus des poux dans la tonsure des curés. Jack Lang passe à l'étape suivante, il "bouffe carrément la grenouille" des … fonds publics pour graisser la patte des grenouilles de bénitier. Là encore, les socialistes font tout le contraire de ce sur quoi ils se sont fait élire.

Evidemment cet accord qualifié d'"historique" par les deux parties a comme un relent de cuisine électorale. Le référendum et les législatives de 1993 ne sont plus loin. Même si les associations de parents d'élèves catholiques et les syndicats de l'enseignement privé se sont "réjouis" de l'accord, il n'est pas dit pour autant que les partisans de l'école confessionnelle et autres démocrates chrétiens fassent une croix sur leurs revendications. Déjà quelques voix s'élèvent à droite pour réclamer "encore !", notamment pour qu'au nom de la parité, les collectivités locales prennent à leur charge le financement des locaux de l'école privée.

Les socialistes n'ont cessé de retourner leur veste pour mieux cajoler le patronat, les centristes et maintenant la droite. Pas sûr pour autant que cela leur évite de se faire tailler un costard par ceux-là même à qui ils font tant d'avances. En tout cas, s'ils y perdent leur électorat de gauche, ils ne l'auront pas volé.

Cécile BERNIER

Négociations sur l'assurance-chômage

La brochette des négociateurs patronaux

Alain Buu/Gamma

LE PATRONAT VEUT LE BEURRE ET L'ARGENT DU BEURRE

Les négociations-marathon sur l'assurance chômage, c'est reparti pour un tour. Six mois après le dernier accord, la caisse de l'UNEDIC, dont le budget global est de 105 milliards de francs, affiche pour 1991 un déficit de 8 milliards de francs, auquel il faudra ajouter le déficit de 1992 qui augmente au rythme d'au moins un milliard par mois. Au total donc, un déficit prévisible de 20 ou 21 milliards de francs.

La position du patronat est connue : pas question d'augmenter sa quote-part de cotisations. Celle du syndicat FO, très attaché depuis toujours au sort de l'UNEDIC, aussi : il va falloir que tout le monde, patrons et salariés, y mette du sien. En décembre dernier, patrons et syndicats s'étaient séparés après avoir décidé un plan d'économies et une hausse des cotisations de 0,12 %, le tout devant dégager huit milliards censés suffire pour aller jusqu'à la fin de cette année.

Mais avec la vague de licenciements imposés ces derniers mois (2 897 700 chômeurs officiellement recensés en avril dernier), les caisses de l'UNEDIC sont soumises à rude épreuve : 400 000 nouveaux chômeurs indemnisés depuis le début de l'année. Pas moins de 23 banques se sont fait tirer l'oreille pour accorder une ligne de crédit ne devant pas dépasser 15 milliards : on devrait atteindre ce chiffre en juillet ou août prochain.

C'est le patronat qui creuse depuis des années le déficit des caisses de chômage. De mutations en restructurations, les patrons ont multiplié le nombre des sans-emploi, utilisant sans vergogne toutes les aides (dernier-né, l'"exo-jeunes"), tous les systèmes, tel le départ en retraite anticipée. Leur objectif n'était pas de libérer du travail des travailleurs âgés et fatigués. Les patrons ont montré dans bien des entreprises que s'ils ont besoin de conserver à leur poste de travail des ouvriers ou des ouvrières âgés, ils savent être sourds au FNE. Leur objectif est de réduire au maximum le montant de la masse salariale, une façon pour eux de dégager les plantureux profits de la décennie écoulée, une période quasiment sans investissements productifs.

A sa manière, le déficit de l'UNEDIC signale à tous le véritable pillage social auquel se livre depuis longtemps le patronat. Et non content de cela, maintenant qu'il a largement contribué à vider les caisses du chômage, le patronat entend une fois encore que ce soit les travailleurs encore en activité ou les chômeurs, qui voient leurs indemnités se réduire comme une peau de chagrin, qui acceptent la plus grande part de sacrifices pour que, demain, le patronat puisse encore se payer une nouvelle vague de licenciements.

Pour essayer d'arriver à ses fins, tout va donc y passer : le patronat va exercer sa pression par tous les bouts. Il va proposer, comme le CNPF, le syndicat des patrons, l'a déjà fait en décembre, de faire passer le différé d'indemnisation de trois à cinq jours. Il va mettre en cause la durée d'affiliation à la caisse, le montant des indemnités, le régime des prolongations.

Du côté de l'Etat, qui viendra peut-être en renfort pour faire pencher la balance, on n'est pas non plus à court d'idée : on parle d'aligner les cotisations des chômeurs aux régimes complémentaires de retraite sur celles de salariés. Et puis il y a cette autre "injustice", aux yeux du Trésor public, l'absence d'impôts sur les indemnités de licenciement – que ces indemnités aient elles aussi fondu comme neige au soleil ne peut émouvoir aucun ministre, qu'il soit du Travail ou des Finances.

Et tout cela pour faire passer une nouvelle hausse des cotisations qui viendra encore réduire des salaires à la diète depuis longtemps, au nom d'une solidarité à sens unique : celle du renard avec les poules du poulailler.

Jacques FONTENOY

— Une sanction bidon contre les patrons licencieurs —

En guise de hors-d'œuvre à ces nouvelles discussions sur l'art et la manière d'alimenter les caisses de l'UNEDIC, Martine Aubry, le ministre du Travail, a pris l'initiative de faire voter aux députés le doublement de la "contribution Delalande" en attendant que l'UNEDIC ait pris de nouvelles dispositions. Jusqu'à présent, lorsqu'un patron décidait de licencier un salarié de plus de 55 ans, il devait verser trois mois de salaire brut dans les caisses de l'UNEDIC. Désormais, cette somme est doublée et passe à six mois de salaire brut.

Normalement, ce dispositif est censé ralentir la tendance visible de licencier un maximum de vieux travailleurs selon le régime actuel d'indemnisation jugé plus favorable par les patrons que celui à venir.

D'emblée, cette initiative gouvernementale qui prétend s'en prendre aux patrons commence par contrecarrer les plans de bien des vieux travailleurs qui attendent avec impatience d'avoir 55 ans pour quitter l'usine.

Quant aux patrons, il ne suffit pas qu'une loi existe pour les obliger à payer. Il y a belle lurette que la Cour des Comptes a signalé dans un de ses rapports qu'une entreprise sur trois sous-estime volontairement sa masse salariale pour réduire le montant de ses cotisations à l'UNEDIC. On sait aussi que depuis le 1er janvier, les entreprises doivent verser aux ASSEDIC 1 500 F pour tout travailleur licencié : moins de 500 entreprises, sur les trois mille qui y étaient astreintes, s'en sont acquittées.

Alors, qu'est-ce qui empêchera les patrons de ne rien verser du tout ou beaucoup moins que la somme due ? Le fait même que cette mesure doit être de courte application devrait même faciliter son non-paiement. Les experts du gouvernement en donnent eux-mêmes la preuve avant même que la mesure ne soit appliquée : ils ont déjà calculé que cette nouvelle version de la contribution Delalande devrait théoriquement rapporter 1,4 milliard aux caisses de l'UNEDIC et aussi estimé qu'elle ne sera recouverte qu'à 70% seulement. Ils connaissent leur monde !

J.F.

AFP

Le ministre du travail s'en prend enfin au patronat mais en paroles

VOTE DU SÉNAT SUR LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE :

L'ART D'AMUSER ET D'ABUSER LE "BON PEUPLE"

Il ne sera pas dit que le Sénat, cette "honorable" assemblée de vieillards, et néanmoins professionnels de la politique politicienne, n'aura pas mis son grain de sel dans la réforme constitutionnelle, préalable à la ratification par la France de l'accord de Maastricht.

A propos du droit de vote accordé aux autres Européens pour les élections locales françaises, après avoir repoussé une proposition de Pasqua par 188 voix contre 106 visant à le refuser purement et simplement, le Sénat a adopté un autre amendement, celui du sénateur UDF, Larché. La nouvelle rédaction fait état de possibilité d'accorder le droit de vote et non d'obligation. C'est Bérégovoy lui-même qui, dans un premier temps, a concédé à la droite centriste cette modification, trop heureux de pouvoir faire voter les sénateurs socialistes avec les centristes, pendant que le RPR et le PCF s'abstenaient. C'est ainsi que l'amendement Larché a été voté par 207 voix contre 2.

Mais le Premier ministre a affirmé, quelques heures plus tard, que le Sénat avait outrepassé ses droits et demande à l'Assemblée de revenir sur l'amendement. Il sera nécessaire de faire encore quelques navettes avant que le Congrès, c'est-à-dire l'Assemblée et le Sénat réunis, ne l'entérine à Versailles. Ce qui ne sera possible qu'à condition qu'il y ait une majorité de trois cinquièmes.

Avec tout ça, qui pourrait encore dire que les prétendus représentants du peuple ne font rien et ne méritent pas leur paye ?

Il ne faut pas oublier que tout ce cirque n'aurait pas lieu d'être, si ces messieurs les députés et sénateurs, secoués par la concurrence de la démagogie lepéniste à propos du vote des immigrés, ne se cramponnaient pas à leur fauteuil. Et si Maastricht est un hochet avec lequel les politiciens veulent nous amuser, il est quand même significatif que ce qu'ils ont le plus contesté ce soit le droit de vote aux immigrés aux élections locales. Un droit élémentaire qui existe pourtant déjà dans un certain nombre de pays européens.

L.G.

MÊME LE DÉSARMEMENT RAPPORTE AUX TRUSTS

AFP

Missiles Pluton. Les missiles Hadès qui devaient les remplacer, n'auront volé que le contribuable

La fabrication des missiles français à tête nucléaire Hadès va être arrêtée et la douzaine d'exemplaires déjà livrés à l'armée de terre sera mise à la casse. Et c'est bien sûr bon débarras !

Ce missile sol-sol de courte portée, destiné à remplacer les vieux missiles Pluton, avait été mis a l'étude en 1978. En 1982, Mitterrand avait donné le feu vert à la poursuite du projet. Mais l'année dernière, au vu des changements intervenus dans la situation internationale, le gouvernement avait finalement estimé que Hadès ne présentait plus guère d'intérêt militaire.

Néanmoins, au lieu d'en arrêter la fabrication sur le champ, ce qui aurait été quand même le plus logique, le nombre d'exemplaires prévus en avait été réduit de 120 à 40 et les stratèges militaires avaient décidé de stocker les missiles à venir au lieu de les déployer - une façon de dire qu'ils étaient produits pour aller directement à la casse !

Derrière tout cela, il y avait bien sûr des histoires de gros sous. Sans doute l'arrêt immédiat de la production en 1991 aurait-il écorné les profits de quelques entreprises bien en cour que l'on voulait ménager.

Et pourtant, le moins que l'on puisse dire c'est que les entreprises, dont l'Aerospatiale qui était maître d'œuvre du projet, n'ont pas eu à se plaindre dans cette affaire. Sur les 17 milliards de francs initialement prévus pour le projet, onze ont déjà été dépensés alors même que seulement un dixième des missiles prévus ont été effectivement fabriqués. Cela fait cher du missile ! Et Bérégovoy aura beau se vanter d'avoir fait une économie de six milliards, il lui reste encore à expliquer dans quelles poches ces onze milliards de fonds publics sont allés se perdre.

F.R.

Ils préfèrent spéculer, plutôt qu'investir

L'investissement industriel qui avait déjà reculé de 7% en 1991, selon l'Institut national de la statistique, devrait encore reculer de 8% en 1992, et l'emploi avec.

Plus ça va bien pour le profit des patrons, plus le gouvernement les couvre de cadeaux et de subventions, moins ils investissent.

Voilà où mène la politique de gouvernements de Mitterrand. Ils nous ont menti en prétendant qu'en favorisant les patrons, l'économie allait se relever. Tout ce qu'il voulaient prouver, c'est qu'avec la gauche, les patrons seraient mieux servis qu'avec la droite. Dont acte.

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE ORLÉANS

Dimanche 28 juin
Centre de loisirs
de Saint-Jean de Braye
de 10 h à 21 h

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE BOURGES

Dimanche 5 juillet
Aux Prés Fichaux
de 10 h à 21 h

Rwanda

RENFORTS MILITAIRES FRANÇAIS

Depuis deux ans en particulier, Mitterrand aime à se présenter comme le grand prêtre de la démocratisation" des régimes africains. C'est-à-dire qu'il a prêché à certains la nécessité de ravaler un peu la façade de leur dictature pour la rendre plus présentable en reconnaissant un "multipartisme" officiel.

Cela n'empêche naturellement pas l'armée française d'être toujours présente, de veiller au grain et au maintien d'un ordre pourri. Un exemple, peu connu car il concerne un petit pays de l'Afrique de l'Est : le Rwanda.

En octobre 1990, des contingents militaires français et belges avaient débarqué dans la capitale, Kigali, officiellement dans un but humanitaire : évacuer les ressortissants européens menacés dans le cadre de la guerre civile qui ravage le pays. Depuis lors, une partie des militaires français en tout cas sont restés sur place. Et des renforts viennent, selon *Libération* du 11 juin, d'y être envoyés à partir d'une base française en Centrafrique. Discrètement, en tout cas.

Le gouvernement français remplit là-bas son rôle de gendarme, au secours du dictateur Habyarimana qui a en principe renoncé à son "parti unique", mais dont le pouvoir part à vau-l'eau.

Dans un pays où les bandes armées en lutte pour le pouvoir s'appuient sur des rivalités interethniques (ou les excitent, au besoin) pour opérer leurs règlements de comptes, où l'armée officielle se serait sans doute effondrée depuis longtemps sans l'appui des légionnaires et des "coopérants" militaires français, ce rôle de gendarme s'accompagne de celui de vendeur d'armes et de munitions... Ce n'est sans doute pas, aux yeux des capitalistes marchands de mort français, le moindre mérite du petit et pauvre Rwanda que d'être un bon client...

C. L G

Troupes françaises en poste, ici en 1990.

Versele/Gamma

Pour ne pas gêner le grand ballet de l'argent, on ferme les yeux sur les incidents dans les tribunes.

AFP

La rencontre France-Angleterre de Malmö

LES TERRAINS DE JEU DE L'EXTRÊME-DROITE

La rencontre de coupe d'Europe de football entre la France et l'Angleterre qui se déroulait à Malmö, en Suède, le 14 juin, s'est soldée par un match nul, 0 partout. A en croire les commentateurs, la rencontre fut sans relief ni rebondissement.

Le vrai spectacle, semble-t-il, a été non dans le stade mais dans la rue. La nuit précédant le match comme la nuit qui l'a suivi ont été marquées par de violents affrontements opposant la police suédoise à quelques centaines de supporters britanniques. Au passage, des dizaines de voitures et de vitrines ont été saccagées. D'autres incidents se seraient produits le lendemain, cette fois à Stockolm.

Aussitôt, les commentateurs ont accusé le "hooliganisme" anglais, ce phénomène qui, tous les week-ends, transforme les abords des terrains de football anglais en champ de bataille opposant le plus souvent les supporters à la police.

Or, ce genre d'incidents est depuis longtemps monnaie courante dans le football européen, et les supporters allemands, danois ou hollandais, n'ont plus rien à envier sur ce plan à leurs homologues anglais. Et d'ailleurs, fort heureusement, la vingtaine de blessés de Malmö fait figure d'incident bénin comparée aux 39 morts du stade du Heysel il y a quelques années.

Mais si la presse a relaté les incidents de Malmö, surtout d'ailleurs pour souligner l'efficacité de l'intervention policière à endiguer une émeute de toute évidence préparée par avance par certains des supporters britanniques, elle s'est montrée moins loquace sur l'identité et les motifs de ceux qui en étaient à l'origine.

Le noyau "dur" des hooligans anglais était composé de supporters du club londonien de Chelsea, bastion traditionnel de l'extrême-droite à Londres, dont plusieurs arboraient d'ailleurs l'insigne du BNP, le Parti National Britannique, le plus actif des groupuscules d'extrême-droite anglais. Parmi les supporters circulaient également des tracts en anglais et suédois émanant d'un autre groupuscule d'extrême-droite, norvégien celui-là, baptisé "Fraternité Aryenne", dont l'un des membres compte au nombre des émeutiers arrêtés. Et ce n'est sans doute pas par hasard si l'une des cibles choisies par les émeutiers a été un centre de transit où se trouvait un groupe de plusieurs dizaines de réfugiés palestiniens d'origine libanaise.

L'activité des groupes d'extrême-droite dans ce genre de rencontre internationale n'est certes pas nouvelle. Déjà, au Heysel, les journalistes présents avaient parlé des oriflammes du National Front déployées dans les tribunes parmi les supporters anglais. Même si, par la suite, les autorités sportives et judiciaires avaient jeté un voile pudique sur les activités de cette organisation.

Après les quatre années d'interdiction de jouer en Europe imposées aux clubs anglais, les groupes d'extrême-droite britanniques sembleraient aujourd'hui vouloir réoccuper le terrain et profiter de l'ambiance de chauvinisme exacerbé de ces matchs (et des gigantesques beuveries dont ils sont le prétexte) pour les transformer en occasion d'entraînement et de recrutement.

En tout cas, à Malmö, on était loin du hooliganisme des quartiers pauvres anglais, où les jeunes supporters se vengent de leurs frustrations, à commencer par celles créées par le chômage, en faisant le coup de poing sur la police. Après tout, les "hooligans" de Malmö avaient quand même dû payer l'équivalent de trois semaines d'un salaire d'OS pour assister au match ! Mais ce sont là des choses dont les autorités sportives préfèrent ne pas parler, de peur sans doute de décourager les spectateurs de venir dépenser leur argent au profit de l'énorme show-business que constituent ces rencontres internationales.

François ROULEAU

Serbie

LE POUVOIR DE MILOSEVIC FACE A L'EMBARGO

Le scénario de lutte pour le pouvoir qui se joue actuellement en Serbie (comme à une autre échelle et de façon ô combien meurtrière dans une grande partie de l'ex-Yougoslavie) demeure lui aussi dans les cadres et sur le terrain des rivalités entre cliques nationalistes.

Les forces politiques d'opposition à Slobodan Milosevic, hier apparatchik titiste qui a dû son ascension depuis 1987 à son jeu sur l'exaltation du nationalisme serbe, tentent aujourd'hui leur chance, en s'employant à exploiter les conséquences désastreuses de l'embargo commercial, pétrolier et aérien décidé par l'ONU.

Les diverses manifestations qui ont eu lieu depuis le 31 mai, la grève et l'occupation des facultés par les étudiants, la préparation d'une nouvelle manifestation pour le 21 juin, toutes réclament le départ de "Slobo" pour faire place à un gouvernement "de salut national", chargé de préparer de nouvelles élections, afin *"d'empêcher le bain de sang et de redonner à la Serbie son prestige"*.

Cette opposition qui, au vu de l'isolement de la Serbie sur la scène internationale, estime apparemment que sonne son heure, est certes un peu disparate. Il existe en son sein un courant qui se déclare démocratique et non nationaliste, ainsi que des organisations purement pacifistes. Ce courant semble cependant très minoritaire, limité essentiellement aux milieux intellectuels belgradois. Car les organisations dominantes tournent autour du Mouvement du renouveau serbe de l'écrivain Vuk Draskovic : même s'il se qualifie de "démocratique", c'est un mouvement réactionnaire, qui se réclame des traditions de la monarchie serbe, et qui a joué un rôle actif dans la résurgence d'un "serbisme" exalté en particulier contre les Albanais du Kosovo dans les années précédant l'éclatement de la guerre.

Comme le vent semble tourner, bien d'autres ultranationalistes ont entrepris de se donner des airs d'"opposants" à Milosevic. Ainsi, une partie des intellectuels de l'Académie des Sciences et des Arts de Serbie, qui furent en quelque sorte les parrains "idéologiques" de Milosevic dans son entreprise officielle de *"réunification de tous les Serbes dans un même Etat"* depuis 1986-87. Ainsi encore, les chefs de l'Eglise orthodoxe qui furent d'ardents instigateurs de cette campagne nationaliste pro-serbe. Ou encore, maintenant, ces députés du parti même de Milosevic (l'ex-Ligue des Communistes de Serbie) qui cherchent à se démarquer précipitamment.

Même ces politiciens avides de pouvoir que leurs calculs incitent aujourd'hui à se positionner dans le créneau "anti-guerre" n'en spéculent pas moins sur un nationalisme pan-serbe eux aussi.

Parallèlement, les conséquences, réelles ou prévisibles, de l'embargo viennent de pousser l'Union des syndicats indépendants créée depuis quelque temps à rejoindre cette opposition, dans le but d'offrir *"une force d'expression organisée"* pour canaliser le mécontentement social qui peut se manifester - que ses chefs semblent craindre, en tout cas.

Indépendamment même de la nature réactionnaire des forces qui le dominent, on peut s'interroger sur la force même de ce mouvement d'opposition. Par exemple, la manifestation du dimanche 31 mai a été présentée par les agences de presse occidentales comme massive : 20 000, voire 50 000 participants, fut-il dit. En fin de compte, huit jours après, la presse (en tout cas *Libération*) affirme qu'ils n'étaient pas plus de 6 000.

Quoi qu'il en soit, cette faiblesse ne doit pas trop surprendre. Car, s'il existe certainement, dans de larges couches de la population, une lassitude de la guerre, un réel courant pacifiste même, d'un autre côté les conséquences des mesures de blocus économique décrétées par les grandes puissances contre la Serbie peuvent susciter de forts réflexes nationalistes, aboutissant non au renversement de Milosevic, mais au contraire au renforcement de son pouvoir.

C'est un des pièges de la situation. Ce n'est certes pas des grandes puissances que les populations de l'ex-Yougoslavie peuvent espérer la fin de la guerre, ni de leurs souffrances présentes et à venir, pas plus que des dirigeants en place ou de ceux qui aspirent à les remplacer pour leur propre compte.

Dans la situation présente, elles sont privées de toute autre perspective que celle de victimes, ballottées dans l'engrenage des surenchères nationalistes. Et c'est un malheureux symbole que les manifestants de Belgrade du dimanche 14 juin, étudiants, professeurs, artistes, n'aient trouvé rien de mieux que de saluer "par un tonnerre d'applaudissements" le message de soutien adressé par le prince héritier de Serbie...

Christiane LE GUERN

Des étudiants manifestent contre Milosevic. Sur les affiches : "Démission !" "Avez-vous prévu de la nourriture pour les enfants ?"

L'EUROPE EST UN FROMAGE

Grande victoire pour les pâtes molles tricolores autorisées finalement à s'exporter dans les différents pays européens, à l'issue d'un conseil des ministres de la CEE qui a tranché cette importante question. Les camemberts vont donc pouvoir marcher par-delà les frontières françaises, le brie pourra couler librement chez nos voisins et le reblochon rouler par-delà l'Hexagone en toute légalité.

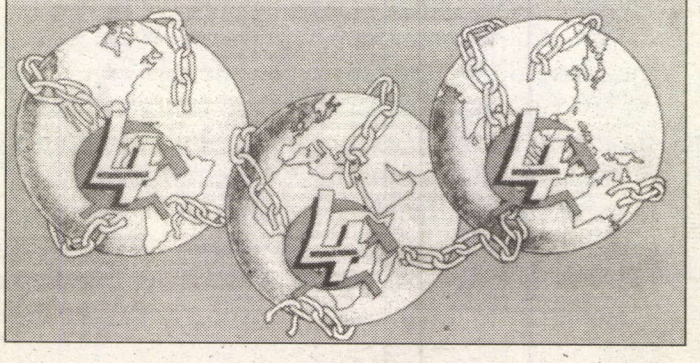
La dispute, qui portait sur l'utilisation du lait pasteurisé et du lait cru, a failli mal tourner. Les fabricants français reprochaient à leurs concurrents néerlandais et danois de vouloir submerger le marché sous l'édam sans saveur, le gouda insipide et la fausse feta grecque fabriquée à Copenhague avec - ô crime ! - du lait de vache, au lieu du lait de brebis. Quant aux producteurs des pays nordiques, ils accusaient les fromagers français d'utiliser du lait non pasteurisé trop riche en germes bactériologiques.

Dès qu'il s'agit de gros sous, l'Europe, c'est vraiment la lutte au couteau.

LUTTE DE CLASSE
mai - juin 1992
(n° 47)

Au sommaire :
- Los Angeles
L'explosion de colère
- Afghanistan
La guerre des appareils militaires
- Les kurdes
Un an après la guerre du Golfe
- Les Caraïbes en morceaux

Prix : 10 F
Envoi contre 12 F en timbres



Haïti

SITUATION DRAMATIQUE POUR LES MASSES PAUVRES

Depuis le coup d'Etat du 30 septembre dernier, qui a chassé Aristide, le président élu, et ramené les macoutes au pouvoir, la situation des masses pauvres s'est considérablement aggravée, au point que des dizaines de milliers de gens tentent de fuir le pays.

La Voix des Travailleurs, le mensuel de l'O R T (Organisation des Travailleurs Révolutionnaires), décrit dans son numéro de mai la situation ainsi :

Gamma

Le nombre des boat people ne cesse d'augmenter depuis le dernier coup d'Etat. 1 000 durant la seule journée du 14 mai.

Bien que plus de 26 000 boat-people aient déjà été ramenés de la base américaine de Guantanamo, en la seule journée du 14 mai, 1 000 personnes ont été de nouveau recueillies en pleine mer sur de frêles embarcations fuyant Haïti. Les officiels américains signalent que c'est le nombre le plus important de fuyards jamais enregistré depuis le coup d'Etat du 30 septembre.

Cette situation n'est pas étonnante puisque depuis le 30 septembre la situation économique ne cesse de se dégrader et les conséquences pour la population sont effroyables. La majorité pauvre sombre dans une misère croissante. La fermeture de la plus grande partie de la zone industrielle a des conséquences dramatiques pour le prolétariat de Port-au-Prince, et pas seulement pour ceux qui travaillaient. La dégringolade de la gourde, qui se négocie sur le marché parallèle à plus de 90 % en dessous de sa valeur nominale, reflète et accentue la hausse générale des prix et, surtout, des articles de première nécessité.

La hausse du prix de la marmite de riz, de maïs moulu, réduit considérablement la ration alimentaire de l'ouvrier, de sa compagne, de ses enfants. Car, pendant ce temps, les salaires diminuent et les misérables 15 gourdes par jour ne sont même plus - réalité puisque les patrons des rares entreprises en fonctionnement profitent de la rareté du travail pour diminuer les salaires.

En cas de maladie, il n'est plus possible de se soigner, les malades sont condamnés car tout l'argent part en nourriture, et il ne reste rien pour l'hôpital.

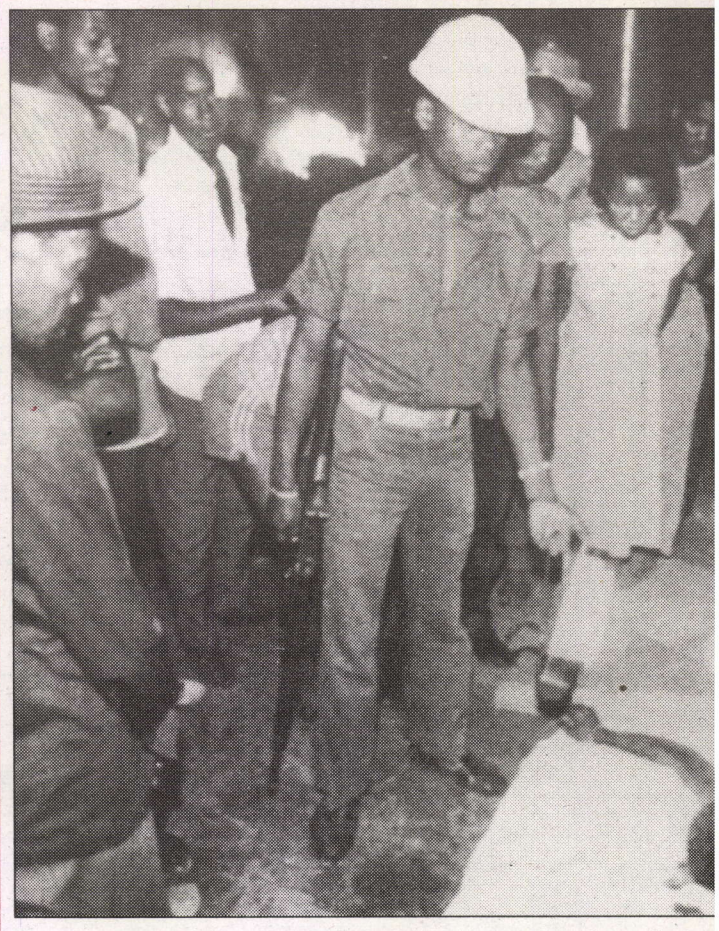
Pour les paysans pauvres qui ne gagnent même pas le peu que gagnent les ouvriers, c'est parfois même la famine comme dans le Nord-Ouest.

Les travailleurs privés d'emploi se résignent à la mendicité, croupissent le ventre vide dans leurs quartiers pauvres envahis par les boues des dernières pluies, qui se transforment en poussières asphyxiantes dès les premiers rayons de soleil. Et toujours avec l'odeur des fatras en décomposition à tous les carrefours. Tout ceci sans eau, sans électricité, sous la chaleur, les moustiques et autres parasites qui font rage en cette période de pluie.

A côté de cette féroce répression économique, il y a une autre calamité qu'affronte la population des quartiers populaires, c'est le fléau représenté par les "zenglendos", attachés, macoutes et autres bandits en civil ou en uniforme. Tous les soirs, ils débarquent dans les quartiers, assassinent, volent, violent, sèment la terreur, chaque soir plus nombreux, chaque soir plus arrogants. Embauchés par le gouvernement en place pour la répression politique, pour juguler dans la terreur les velléités de protestation et de rébellion, ces chiens enragés se payent au passage sur la population la plus pauvre et la plus démunie, car pour eux bien entendu : "il n'y a pas d'embargo"!

Voilà tout ce que fuient les pauvres d'Haïti. Ils fuient la faim, ils fuient la misère sans cesse plus dure, les tueries dans leurs quartiers, ils fuient parce qu'ils n'ont plus aucun espoir, plus de perspectives. Ils ont cru, parce qu'on n'arrêtait pas de le leur affirmer, que les Américains leur ramèneraient Aristide et que leur sort allait changer sans avoir à se battre. Maintenant ils n'y croient plus, complètement désarmés par les proches d'Aristide qui aujourd'hui ne proposent que le "bat tenèb" en attente, alors ils fuient vers les terres américaines mais pour être, pour la plupart, ramenés vers l'horreur qu'ils fuyaient.

Pendant ce temps, les macoutes revenus au pouvoir s'y accrochent d'autant plus farouchement qu'ils ont peur de le perdre une seconde fois. Alors ils encerclent les écoles, les locaux universitaires et les églises, arrêtent en masse, des jeunes en particulier, et massacrent pour tuer dans l'oeuf la révolte. Ils pillent au plus vite les caisses de l'Etat en cas de renversement de la situation, accentuant ainsi la crise économique que subissent surtout les masses pauvres (...).



LA HAUSSE DES PR

Si après le coup d'Etat du 30 septembre les habitants des quartiers pauvres avaient en un certain sens avalisé "l'embargo de l'OEA" - croyant que c'était là une solution capable de faire retourner Aristide au pouvoir - ils se sont bien vite rendu compte en définitive que la question de l'embargo n'était qu'un leurre, car ce sont les négociants les gagnants dans l'affaire.

Ils se servent du prétexte de l'embargo pour augmenter les prix, même ceux des produits de première nécessité, pourtant non soumis à l'embargo.

L'INSÉCURITÉ DANS LES QUARTIERS PAUVRES

Les "zenglendos" civils ou militaires, armes au poing, sans même comme avant attendre le silence de la nuit pour opérer, descendent dès 10 heures le soir, forcent les gens à rentrer chez eux. Ce, pour mettre à sac certaines maisons, pour commettre des viols de fillettes sous le regard impuissant de leurs parents souvent ligotés ou menacés. Dans d'autres cas ce sont des exécutions. Les bandits opèrent sans se cacher, parlent ouvertement, procèdent même quelquefois à un repérage préalable du quartier. Tout ceci prouve que ce sont des opérations commanditées, et planifiées.

Donc ces actes de banditisme ne visent pas seulement à soutirer aux pauvres les derniers sous, mais rentrent aussi dans le cadre d'une campagne visant à semer la terreur au sein de la population pauvre. (...)

L'invasion des quartiers pauvres par les bandits est de toute évidence téléguidée par le gouvernement, comme cela fut le cas de tous les autres gouvernements précédents. L'impunité dont jouissent les bandits armés est une preuve éloquente puisqu'ils agissent au su et vu de la police. Et que de toute évidence ils ont reçu la bénédiction de l'état-major de l'armée et de ses officiers qui fournissent les armes. (...)

Les quartiers riches sont presque ou complètement à l'abri de tout cela. Pourtant c'est là que résident les riches où ces soi-disant bandits auraient pu se servir. Pourtant ce sont les quartiers pauvres qui sont investis, là où les gens sont tenaillés par la misère, le chômage, la faim et les privations de toutes sortes voulus et organisés par la bourgeoisie. (...)

Cette situation, comme la vie chère, organisée par la bourgeoisie, a contraint beaucoup de pauvres à laisser la capitale pour aller se réfugier à la campagne et poussé d'autres à se risquer en mer sur des embarcations de fortune dans l'espoir de trouver une terre d'asile où les conditions de leur vie seront bien meilleures.

(...) D'autres, qui vivent dans les quartiers pauvres, pensent que la solution n'est pas de quitter leur zone pour laisser les mains libres aux malfaiteurs et brigands pour agir comme bon leur semble. Pour cela, ils commencent à s'organiser en brigade, moyen qui avait permis de respirer pendant un certain temps sous les gouvernements des généraux de Namphy 1 et 2 et d'Avril et sous les gouvernements d'Ertha Trouillot. C'est une solution que tentent d'apporter les gens des quartiers pauvres en montant sur les toits des maisons pour assurer la surveillance. Cela représente une étape importante pour au moins avoir le droit de dormir tranquille dans son lit, mais cela ne constitue qu'une étape provisoire, surveiller les brigands sur les toits des maisons, pour les éviter dans un premier temps. Mais ensuite il faudrait les mettre hors d'état de nuire ainsi que les commanditaires et le système qui produit toujours l'insécurité politique, sociale et économique. (...).

uis des années les commandos
més assassinent. Ici en 1987.

AFP

CONTINUE

Aujourd'hui, pendant que les masses pauvres crèvent de faim tant le prix du riz, du maïs, de la farine, du sucre s'est envolé, les bourgeois n'ont aucun mal à se procurer des aliments de luxe, et si le ventre leur en dit, à manger du caviar et boire du champagne.

Iran

DES SOURIRES ENGAGEANTS POUR LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS, LA RÉPRESSION POUR LES ÉMEUTIERS DE LA MISÈRE

Au moment-même où le régime iranien annonce la libération de deux nouveaux otages occidentaux enlevés au Liban, une vague de répression frappe la population iranienne. Aux émeutes populaires qui ont secoué au moins cinq grandes villes depuis la mi-avril, le régime a riposté par treize condamnations à mort, plusieurs dizaines de peines de prison et de flagellation, et des centaines d'arrestations, et encore, ces chiffres officiels sont-ils sans doute très au-dessous de la réalité.

Selon ce que rapporte la presse occidentale, la première de ces émeutes aurait éclaté dans la ville de Chiraz, à la suite d'une charge de police contre un rassemblement d'anciens combattants de la guerre contre l'Irak qui protestaient contre la limitation des bons de réduction qu'ils touchaient pour l'achat de nourriture. Dans deux autres villes, Arak et Machhad, c'est la mort d'habitants de bidonvilles que les autorités détruisaient au bulldozer qui aurait mis le feu aux poudres.

Partout les émeutes auraient entraîné des dizaines de milliers de manifestants dans la rue. Des bâtiments officiels auraient été attaqués, dont ceux appartenant au ministère des Renseignements et à l'Organisation de la propagande islamique, ainsi que des banques. Plusieurs bâtiments auraient été incendiés, ainsi que des postes à essence, des autobus et des voitures.

Le 12 juin, près de deux mois après le début des émeutes, le président Rafsandjani a fini par admettre publiquement l'existence de mécontentement dans la population. Mais c'est au compte de *"malfaiteurs ayant de lourds casiers judiciaires"* qu'il a mis la responsabilité des émeutes.

La réalité, la seule qui puisse expliquer l'ampleur et la spontanéité de ces émeutes, c'est la misère croissante que connaît toute une partie de la population.

Déjà, la guerre Iran-Irak avait entraîné la ruine d'une partie de la population rurale qui est venue grossir les rangs des pauvres dans les villes. C'est ainsi que Macchad a vu sa population plus que tripler en douze ans pour atteindre 2,5 millions d'habitants aujourd'hui. Tout un prolétariat miséreux s'est ainsi accumulé aux portes des grandes villes, s'entassant dans des bidonvilles dont les autorités ne cessent d'essayer de se débarrasser.

Plus récemment, les tentatives du régime pour attirer les investissements étrangers et réinsérer l'économie iranienne dans le marché mondial, se sont traduites pour la population, comme dans bien des pays pauvres, par une inflation croissante et par la réduction des subventions d'Etat aux produits de première nécessité, subventions sans lesquelles les plus pauvres ne peuvent tout simplement pas survivre.

Pour l'heure les mouvements de protestations semblent dispersés. Mais, si l'on en croit ce qu'a rapporté la presse, ils auraient été suffisamment profonds pour susciter des flottements dans les rangs des forces de répression et jusque dans ceux du pasdaran, ces "gardiens de la révolution" qui sont les troupes d'élite du régime.

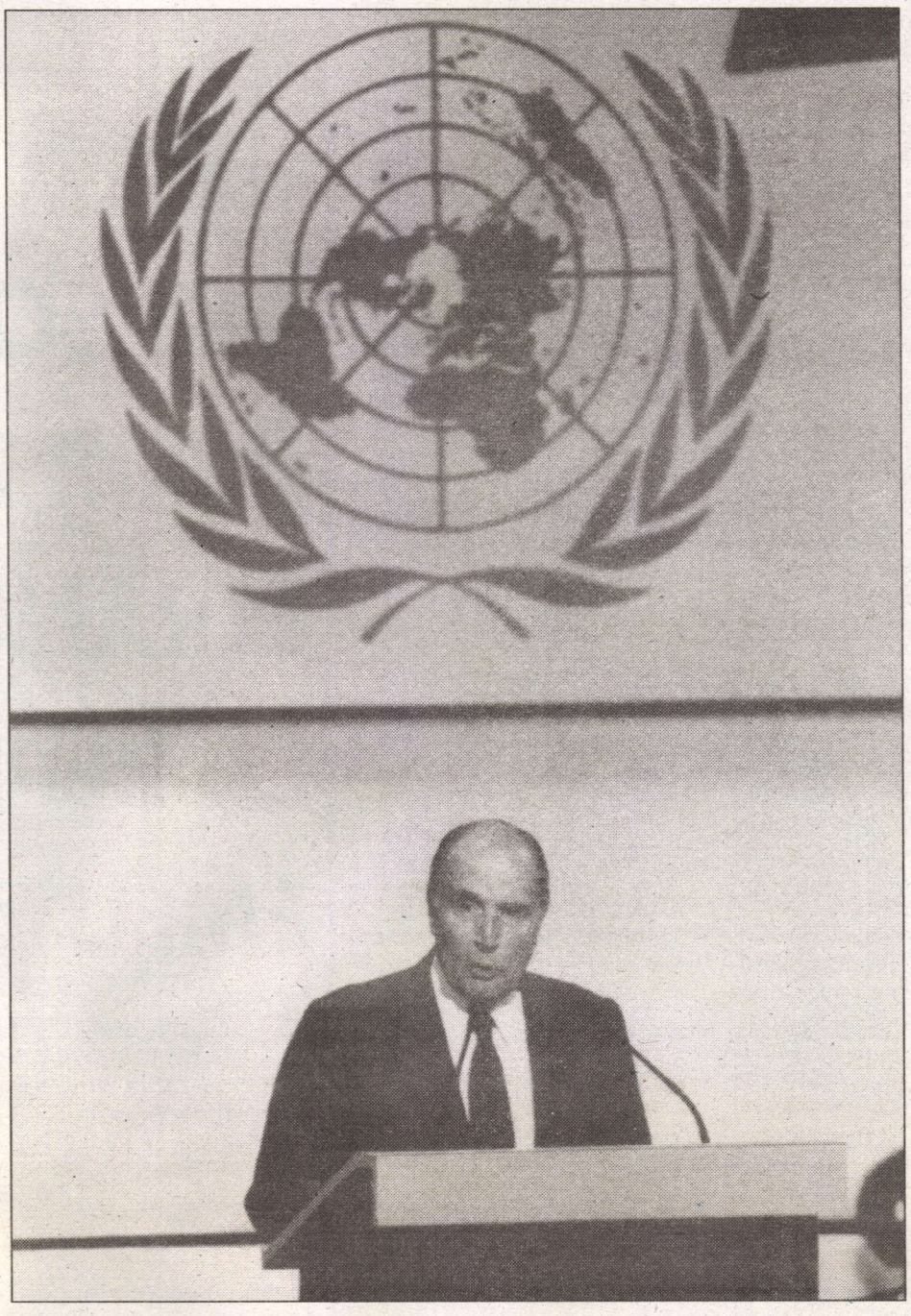
En tout cas ces mouvements et la répression qui les a frappés en disent long sur ce que cache la prétendue libéralisation du régime de Rafsandjani. Une libéralisation de façade, qui peut profiter tout au plus à une fraction des petits bourgeois exilés, intellectuels, hommes d'affaires et autres, que le régime a invités à revenir et à qui il est prêt à faire une place ; qui peut profiter peut-être à quelques-uns de ces politiciens d'opposition que Rafsandjani a été rechercher dans ses prisons pour permettre à Bush de prétendre devant l'opinion publique américaine que le régime iranien n'est plus une dictature.

Mais cette libéralisation n'a pas d'autre but que d'ouvrir toutes grandes les portes de la société iranienne au capital international, pour permettre à la bourgeoisie iranienne de s'enrichir des miettes que lui laissera l'impérialisme. Pour la population pauvre d'Iran la libéralisation ne peut signifier que plus de misère et d'exploitation et c'est ce dont elle est en train de faire l'amère expérience. Les émeutes qui viennent de se dérouler laissent espérer qu'elle ne se laissera pas faire. Après tout, on peut tout attendre d'une population qui, il y a tout juste treize ans, avait trouvé en son sein les forces de renverser une dictature comme celle du chah.

François ROULEAU

BUSH, MITTERRAND ET LES AUTRES AU CARNAVAL ÉCOLOGIQUE DE RIO

AFP



Beaucoup de discours pour ne rien dire, ni surtout faire.

La plus grande foire écologique mondiale, organisée du 3 au 14 juin à Rio, au Brésil, sous l'égide de l'ONU, vient de fermer ses portes.

Pour la clôture, pas moins de 117 chefs d'Etat et de gouvernements se sont succédé à la tribune, de George Bush à Castro, en passant par Mitterrand et bien d'autres : le premier pour citer un proverbe chinois, *"si un homme triche avec la terre, la terre trichera avec lui"*, tout en refusant de signer le moindre engagement qui puisse, en cette période électorale, le faire accuser par les industriels américains de tricher avec leurs intérêts. Le deuxième pour rappeler au moins que l'espèce en danger qui l'inquiète le plus est l'humanité, et dénoncer la responsabilité des trusts des pays riches dans le pillage des richesses de la planète. Le troisième pour ne rien dire.

En marge du sommet, dans un grand parc de Rio, se tenait un forum permanent des organisations écologistes non-gouvernementales du monde entier, 17 000 participants, venus là avec l'illusion d'influencer les grands de ce monde, ou avec l'illusion plus modeste d'être à leur façon partie prenante de ce grand show politicien. Brice Lalonde n'a pas manqué ça.

Plus influents sans aucun doute, dans un hôtel de luxe, à deux pas d'un des plus grands bidonvilles de Rio cernés par les automitrailleuses pour que les pauvres ne troublent pas la fête, 300 PDG et cadres supérieurs de grosses entreprises tenaient eux aussi conférence pour vanter les mérites écologiques de leurs sociétés respectives. Nombre d'entre eux étaient surtout là en temps qu'invités de l'ONU comme conseillers dans la rédaction des résolutions de la conférence... Pour veiller à ce que celles-ci ne lèsent pas leurs intérêts.

Dans l'autre grande ville du Brésil, Sao-Paulo, depuis le samedi 6 juin s'était ouverte la première foire internationale de l'*"écobusiness"*. Plusieurs centaines de firmes, grandes ou petites, venues de quelque 180 pays présentaient leur production "écologique", de la voiture électrique japonaise à la Mercedes 300 recyclée à 90% (comme du vulgaire papier à lettre), de la centrale nucléaire supposée moins réchauffer l'atmosphère qu'une centrale à fuel, à l'élevage industriel de tortues marines... L'écologie peut être aussi une bonne affaire.

Que pouvait-il donc sortir d'un si grand show mondial, organisé par ceux-là mêmes qui mettent la planète à feu et à sang, qui en pillent toutes les richesses, qui réduisent les peuples à la misère, si ce n'est du vent ?

Après des heures et des heures de marchandages sur la moindre virgule, le texte central de la conférence, "L'Agenda 21", n'a été adopté par tous les gouvernements que dans la mesure où il ne reste qu'une série de recommandations, mais aucun engagement, et dans la mesure surtout où on a renoncé à demander aux pays signataires une participation obligatoire aux mesures d'aide au développement recommandés.

La résolution sur la protection des forêts, elle, s'est réduite à une pieuse déclaration d'intention face à l'hostilité des pays (Brésil, Indonésie ou Malaisie notamment) dont une grande partie des ressources provient de leurs exploitations forestières. Comme tous les pays du Tiers Monde, ils n'ont sur le marché mondial pas d'autres solutions que de vendre leurs matières premières aux puissances industrielles.

Quant à la convention projetée sur la "biodiversité", destinée disait-on à protéger les espèces en voie de disparition, ce sont les Etats-Unis qui, sous prétexte de protéger les secrets industriels des trusts américains lancés dans la biotechnologie, ont refusé de la signer. Pourtant la résolution en question était loin d'une déclaration de guerre contre les trusts, au contraire. Sous prétexte de protéger les espèces et de limiter l'exploitation désordonnée des ressources animales et végétales, il ne s'agissait surtout que de permettre aux trusts qui investissent dans la recherche et l'exploitation industrielle des plantes, animaux ou même micro-organisme, de protéger leurs nouvelles activités dans ces domaines par des dépôts de brevets. Mais en échange les pays pauvres demandaient à ce que les trusts en question soient tenus de verser des royalties aux pays dont sont originaires les espèces exploitées, ce qu'ils se débrouillent généralement pour ne pas faire. Et ils souhaitaient avoir eux-mêmes libre accès aux produits faits à partir de leurs ressources ainsi qu'aux technologies leur permettant d'exploiter eux-mêmes ces ressources. Cela n'est évidemment pas du goût des trusts, comme ce géant pharmaceutique américain, Merck, qui a obtenu le contrat d'analyse exclusif d'une centaine d'espèces végétales et d'insectes du Costa-Rica, et dont la succursale allemande revend à prix d'or, y compris au Brésil, le médicament qu'il a mis au point à partir d'extraits d'un buisson brésilien dont il a le monopole d'exploitation.

L'écologie est à la mode, tout le gratin du monde y est allé de son petit couplet. Mais tant que la loi du profit règne sur la terre...

Olivier BELIN

Feux de l'été : MOYENS RÉDUITS pour protéger la forêt

Avec le retour de l'été, le problème des feux de forêt qui font chaque année des ravages dans le midi de la France est à nouveau posé.

Le ministre de l'Intérieur, Paul Quilès, souligne l'augmentation de 125 millions de francs du budget qui y est affecté cette année, histoire de rassurer les populations concernées.

Mais comme il faut prendre 165 millions sur ce budget pour payer douze Canadairs qui ne seront livrés que dans deux ans, les crédits de fonctionnement de cette année sont en réalité réduits au point que le nombre d'hélicoptères bombardiers d'eau loués pour l'été sera diminué d'un tiers, passant de 12 à 8, et encore, à condition que les départements concernés en payent une bonne partie.

Pour "compenser", il paraît que 1 700 hommes supplémentaires du Génie civil vont être mobilisés avec 16 camions-citernes, 2 bulldozers, 2 tractochargeurs et 2 bennes !

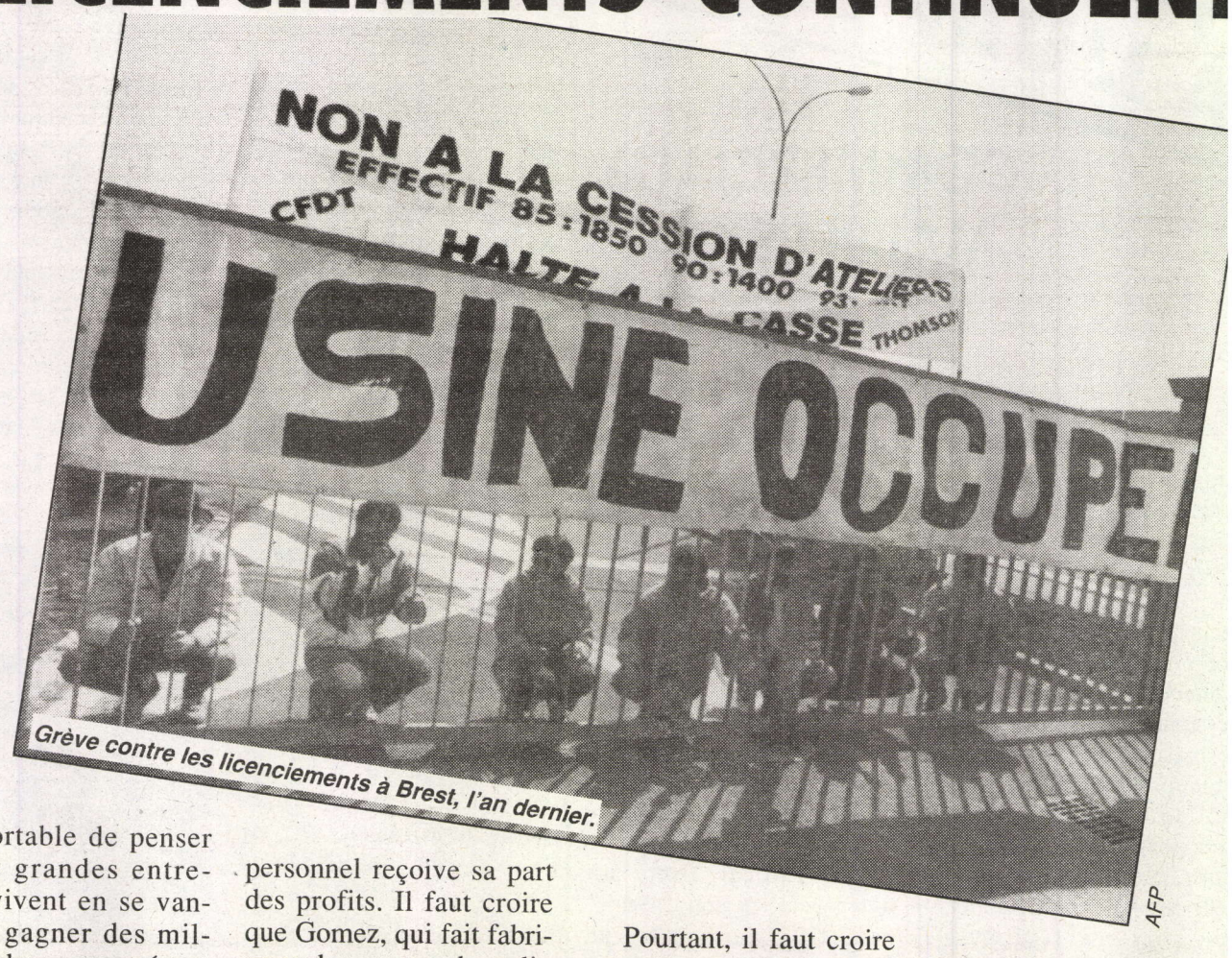
A défaut d'hélicoptères bombardiers d'eau, on pourrait aussi recenser les seaux disponibles !

D. C.

Thomson CSF

LES LICENCIEMENTS CONTINUENT ET LES BONNES AFFAIRES AUSSI

C'est en juin que rentre en application le plan de licenciements cuvée 1992. C'est la routine. Comme chaque année depuis huit ans, le PDG Gomez et ses acolytes socialistes des "relations humaines" (dont la fille de Delors) ont convoqué les comités d'entreprise pour annoncer un train de licenciements avant les congés d'été. Le chiffre est devenu traditionnel, puisqu'il se répète quasiment chaque année - près de 10% de l'effectif.



Grève contre les licenciements à Brest, l'an dernier. AFP

Les prévisions de la fin 1992 à la fin 1994 pour Thomson CSF, la filiale armement, font passer les effectifs de 21 538 personnes à 18 846, contre plus de 30 000 il y a quelques années. Cette année encore, 1 514 licenciements sont prévus dont 500 ingénieurs et cadres : maintenant que presque tous les ouvriers ont été virés il faut bien que le couperet arrive jusqu'à eux...

Depuis huit ans, la Thomson a bien rodé ses licenciements tournants. Au début, c'était le centre de Gennevilliers, ensuite Bagneux, puis 20 centres en 1987. En 1991, ça a été le tour de Saint-Denis, Brest, Toulouse et Malakoff, et cette année c'est Colombes qui trinque avec 15 autres centres. Sans parler des licenciements à retardement, les "essaimages" comme ils les appellent, en particulier dans les ateliers (mécanique, câblage) comme à Laval ou à Malakoff.

Bref, tout est bien huilé et conçu pour qu'au cas où il y aurait des réactions, cela se fasse en ordre dispersé. Car effectivement, parfois ça ne se passe pas tout à fait comme prévu, comme à Brest l'an dernier, où la direction a été confrontée à un mois de grève avec occupation, mais sans que cela fasse tache d'huile.

L'année dernière, l'argument pour faire passer les plans sociaux était la guerre du Golfe avec le gel des affaires avec le Koweït. Comme celles-ci ont repris depuis, il a bien fallu trouver une excuse au goût du jour, en l'occurrence la contraction des budgets de la Défense.

Mais si cette contraction a peut-être des effets sur les activités de Thomson-CSF liées à Dassault, comme à l'usine de Malakoff par exemple, ce n'est certainement pas le cas dans l'ensemble. Car Thomson opère dans tous les secteurs de l'armement, dont plusieurs qui sont en plein développement en France, dont les communications, le renseignement, le spatial, dans lesquels le gouvernement a déclaré, depuis la guerre du Golfe, qu'il y avait un manque effroyable, une dépendance complète vis-à-vis des USA, bref une situation intolérable surtout pour Thomson dont il faut rappeler qu'elle est à 49% privé.

Et l'argent ? Ce n'est pas ça qui manque. Il suffit que le PDG lève le petit doigt et les milliards de l'Etat tombent pour financer le rachat de Philips Armement en Hollande, de Wilcox aux USA il y a quelques années, ou plus récemment de l'usine américaine LTV pour une poignée de millions de dollars.

Quant aux bénéfices, ils ne manquent pas non plus. Ils étaient de 2,3 milliards de francs en 1991, en hausse sur l'année précédente. Ce qui n'a pas empêché la direction de déclarer qu'il n'y aurait ni intéressement ni participation en 1992. Beaucoup de travailleurs ont trouvé cela plutôt culotté, d'autant que Mitterrand avait déclaré quelques jours auparavant, le 1er mai, qu'il était insupportable de penser que les grandes entreprises vivent en se vantant de gagner des milliards chaque année et qu'en même temps elles licencient du personnel. Et il avait ajouté qu'au moins elles devraient s'arranger pour que leur personnel reçoive sa part des profits. Il faut croire que Gomez, qui fait fabriquer des postes de radio et de télé dans ses usines, ne s'en sert jamais... Ou alors qu'il sait que ces belles paroles n'étaient destinées qu'à la galerie.

Pourtant, il faut croire que les patrons de la Thomson continuent à craindre qu'un jour ou l'autre il y ait un coup de colère, puisqu'ils prennent toujours la précaution d'annoncer leurs mauvais coups au moment des congés d'été ou en fin d'année, comme des voleurs !

Correspondant LO

Adaptation du RMI

UNE MISÈRE À LAQUELLE ON NE S'ADAPTE PAS

Le RMI, revenu minimum d'insertion, subira quelques modifications. Celles-ci viennent d'être adoptées en première lecture à l'Assemblée Nationale. Le projet du gouvernement a été voté par les socialistes, mais la droite et le Parti Communiste se sont abstenus.

Pour l'essentiel, le RMI n'est pas modifié, mais reconduit. Il revient à assurer à ceux qui sont démunis de tout salaire ou revenu, une allocation qui est en moyenne inférieure à 2 000 F par mois, et exclut les moins de 25 ans du champ de son application. Et malgré son nom, il ne permet guère d'insérer ceux qui y accèdent, puisque depuis plus de trois ans que le RMI existe, seule une petite minorité d'allocataires le quittent parce qu'ils ont enfin trouvé un emploi, un vrai.

Les nouvelles dispositlons permettent cependant d'atténuer quelques problèmes. Elles prévoient que les personnes à charge des bénéficiaires du RMI seront admises à l'aide médicale pour une période d'un an. Ou encore que les cotisations d'assurance maladie personnelle des jeunes de 18 à 25 ans qui disposent de ressources inférieures au RMI, seront prises en charge au titre de l'aide médicale. Plusieurs rapports et enquêtes avaient dernièrement attiré l'attention de l'opinion publique sur l'absence de protection sociale et médicale pour les jeunes chômeurs, mettant leur santé en danger.

Il reste que ces mesures consistent au mieux à rajouter un peu de baume sur une plaie qui ne cesse de se creuser, à savoir le chômage. Et au niveau des problèmes de l'emploi, la politique gouvernementale ne change en rien : on en est toujours à distribuer de plus en plus de cadeaux aux patrons, en faisant semblant de croire qu'en échange de déductions fiscales ou de subventions, ceux-ci créeront des emplois. Les patrons impertubablement empochent... et continuent à licencier, à fabriquer des exclus, et des futurs allocataires de cette misère que représente le RMI.

L. G.

ÇA BOUGE À L'UAP

LES COMMERCIAUX MANIFESTENT À PARIS

Pour placer ses contrats l'assurance, en particulier en Assurance Vie, l'UAP emploie du personnel commercial (environ 8 000 personnes sur toute la France).

Depuis un bon bout de emps, la direction demande oujours plus à ce personnel émunéré à la commission sur es contrats qu'ils placent. Par e biais de la diminution des commissionnements, l'UAP oblige les commerciaux à toujours faire plus pour conserver leurs revenus et leur emploi car l'UAP licencie pour insuffisance de production tous ceux qui ne lui rapportent pas assez d'affaires.

Cette situation a provoqué mécontentement et colère de ce personnel qui, à l'appel de l'intersyndicale, s'est réuni à la Bourse du Travail (à Paris) jeudi 11. A cette occasion, les producteurs - comme on les nomme à l'UAP - venus de toute la France ont voté la grève générale, c'est-à-dire l'arrêt de l'encaissement des primes d'assurances au profit de l'UAP. Puis l'ensemble des commerciaux ont manifesté de la République jusqu'à la place Vendôme. Là, un grand nombre de gardes mobiles bloquaient l'accès à la place. Devant le refus du PDG Peyrelevade de recevoir une délégation, l'intersyndicale proposait d'appeler le personnel administratif à se joindre au mouvement.

L'idée de se défendre tous ensemble, quoique minoritaire dans les services administratifs, fait tout de même son chemin. Et il n'est pas dit que l'UAP s'en tire à si bon compte.

UAP ASSISTANCE EN GRÈVE

L'UAP Assistance, dont les locaux se trouvent à la Bastille, est une filiale de l'UAP qui emploie environ 120 personnes. Ses activités principales sont : l'assurance assistance technique liée aux contrats automobiles, l'assurance assistance médicale pour des tours opérateurs et clubs de vacances (parmi les clients d'UAP Assistance, on trouve le Club Méditerranée, les Fédérations de Football, de Voile, Basket, Rugby...).

C'est du service assistance, là où le personnel assure les réponses téléphoniques, travaillant en équipes, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, que la grève est partie le mardi 9 juin. Les 33 chargés d'assistances (75% du service, 30% de l'entreprise) en majorité jeunes et sous-payés (niveau bac + 2, deux langues étrangères pour un salaire de 5 600 F net) ont décidé de dire non à la dégradation des conditions de travail, aux bas salaires et de protester contre une délocalisation autoritaire à Sèvres derrière Boulogne-Billancourt. Les grévistes revendiquent : l'alignement des salaires sur ceux de l'UAP (92 000 F annuel minimum, actuellement ils touchent 82 550 F) ; une prime de vacances de 4 600 F comme à l'UAP ; une prime de scolarité comme à l'UAP. Et en ce qui concerne le transfert à Sèvres : une prime de transfert d'au moins 2 000 F ; le reclassement à l'UAP de tous les salariés qui ne pourront pas aller travailler à Sèvres ou une indemnité de licenciement conséquente. Ils revendiquent aussi le paiement des heures de grève.

Les grévistes, soutenus par la CGT, se réunissent tous les jours en assemblée générale ; dès le premier jour, ils ont élu un comité de grève. Ils se sont adressés au personnel administratif, conscients que la direction cherche l'isolement et l'essoufflement du mouvement. Ils ont choisi de faire connaître leur mouvement aux salariés de l'UAP et des autres entreprises d'assistance qui connaissent les mêmes problèmes de bas salaires. Jeudi 11 juin, une délégation des grévistes était chaleureusement accueillie et applaudie par les commerciaux de l'UAP réunis à la Bourse du Travail. Ensemble, ils ont manifesté jusqu'à la place Vendôme, là où est le siège de l'UAP.

En ce début de semaine, les cadres de l'UAP Assistance commencent à avoir des vilaines poches sous les yeux tandis que le moral des grévistes reste au top niveau.

Ph. LO

UAP Le Peletier (Paris 9e)

PROTESTATION CONTRE LE DÉMÉNAGEMENT

A l'UAP Le Peletier, c'est au début de l'année que les bruits qui couraient depuis quelque temps ont été officialisés : la direction prévoit de déplacer le poste de travail de 500 employés travaillant sur les contrats "grandes entreprises" du 9e arrondissement vers un immeuble situé à Nanterre.

La direction, provocante, présentait comme un de ses objectifs le rapprochement domicile-lieu de travail, alors qu'une large majorité des déménagés verra son temps de transport sensiblement majoré. Personne n'ignore que la direction a en vue de faire des économies sur les frais généraux. Un directeur de l'UAP l'avouait même dans le journal patronal : économies de 50% sur le lieu de travail des 500 salariés.

Mardi 9 juin, une assemblée d'information, à l'appel des syndicats, regroupait plus de 200 employés mécontents mais indécis. Les interventions contre le déménagement étaient approuvées et pour certaines applaudies ; la proposition d'un délégué CGT de se retrouver le 11 pour "monter" au CE fut soutenue par plusieurs dizaines d'employés. Ainsi fut fait, même si dans l'intervalle CFDT et CGC se désolidarisaient de l'appel, et nous eûmes la bonne surprise de nous retrouver le 11 plus nombreux pour rencontrer la direction.

Le mécontentement a été général, il s'est notamment exprimé par deux pétitions largement signées et par des autocollants de protestation qui ont fleuri dans les bureaux. De son côté, la direction continuait : début avril, annonce de la date du déménagement pour le début octobre et annonce de la consultation du Comité d'Etablissement pour le jeudi 11 juin.

Celle-ci, en la personne du directeur d'établissement, se montrait assez mal à l'aise. Il essaya bien d'opposer "la situation de l'emploi" et les "nécessités du marché" aux employés qui intervenaient, mais ça ne passait pas et il s'est fait clouer le bec plus d'une fois.

Nous en sommes là. Ceux qui sont montés sont contents de s'être fait entendre, mais l'ensemble des employés sait bien qu'il en faudra plus pour faire reculer la direction.

Dans les assurances :

LES NOUVELLES CONVENTIONS COLLECTIVES, UN PROGRÈS... POUR LES PATRONS

Il y a un peu plus d'un an, le 15 avril 1991, les patrons de l'assurance dénonçaient les Conventions collectives. Ce petit coup de force montrait la volonté des dirigeants de la FFSA (la Fédération Française des Sociétés d'Assurance) d'obtenir rapidement l'accord des syndicats avec lesquels ils négociaient, depuis de longs mois, l'établissement de nouvelles Conventions collectives remplaçant les anciennes qui dataient de 1954.

Cette révision n'est en rien faite dans le sens d'une amélioration ; au contraire elle supprime un certain nombre d'avantages acquis, tout ce qui, sous une forme ou une autre, pouvait conduire à des augmentations automatiques des salaires, si minimes soient-elles, en particulier les primes liées à l'ancienneté ou à l'obtention de diplômes. Il s'est trouvé pourtant deux, puis trois fédérations, la CFDT, la CGC et la CFTC, pour apposer leurs signatures au texte des employeurs.

Le mécontentement du personnel n'a pas eu, depuis la journée d'action de l'an dernier, l'occasion de se manifester, mais il existe ; aussi les patrons ont-ils pris soin de préciser que ces dispositions ne s'appliqueraient, dans un premier temps, qu'aux nouveaux embauchés.

Les employés se rendent bien compte, même si ces modifications n'ont pas de gros effets immédiats, que derrière tout cela, il y a la volonté concertée des employeurs d'avoir une main-d'oeuvre plus exploitable parce que plus "mobile", plus "individualisée".

Renault-Douai (Nord)

GRÈVE DE LA FAIM D'UN TRAVAILLEUR LICENCIÉ

■ A l'usine Renault de Douai, la direction cherche à saisir tous les prétextes pour licencier. Comme dans les autres usines du groupe, elle a un quota de travailleurs à jeter à la rue, ce que Lévy et son successeur, Schweitzer, appellent le "dégraissage".

La direction pensait pouvoir licencier sans heurt un ouvrier non qualifié, père de 8 enfants, âgé de 42 ans, qui était chargé de l'entretien des batteries des chariots élévateurs et qui est également un ancien délégué CGT.

Cet ouvrier lui paraissait plus vulnérable car il n'avait pas toujours de bons rapports avec certains ouvriers de son secteur. Elle faisait donc un dossier avec des témoignages venant essentiellement de la maîtrise qui l'accusaient "d'abandon de poste", de "comportement agressif" avec l'encadrement, de sexisme et "d'alcoolisme".

Puis elle lui signifiait son licenciement à la fin du mois de mai, alors qu'il n'avait jamais eu un seul avertissement auparavant.

Mais les choses ne se passèrent pas si facilement. Les ouvriers du secteur, en majorité des caristes, ont débrayé une heure dans chaque équipe. Car ils s'accordent tous à dire que la direction cherche tous les prétextes pour licencier. Ils disent que, même s'il y a des problèmes, la direction n'a jamais cherché à les résoudre. Et ce licenciement les révolte, à juste titre, sans compter qu'ils sentent, eux aussi, leur emploi menacé.

Le 1er juin, le travailleur licencié distribuait à la porte de l'usine un tract, photocopie d'une lettre ouverte, signée de lui et de son épouse, où il déclarait son intention de faire la grève de la faim jusqu'à sa réintégration. Il précisait que la CGT avait attiré son attention sur les risques, mais qu'il était résolu à aller jusqu'au bout pour sa réintégration. Il évoquait aussi la proposition de la CGT de choisir d'autres formes d'action, et remerciait la CGT de le soutenir. Le lendemain, la CGT installait une caravane devant la porte de l'usine, entourée par des voitures de délégués pour éviter que des gardiens ne l'enlèvent.

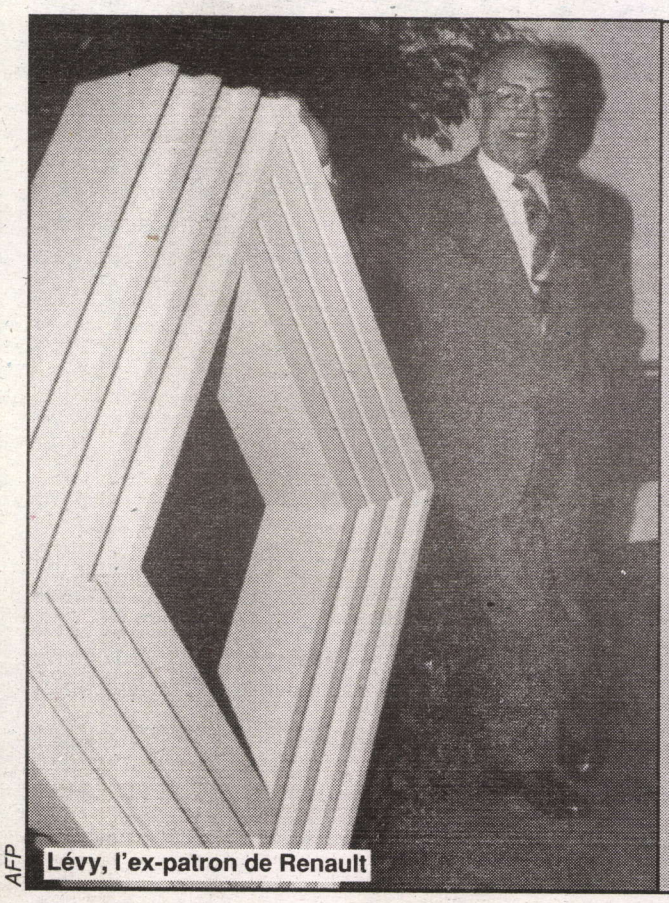
Depuis 12 jours, à l'heure où nous écrivons, le gréviste de la faim est installé dans cette caravane. Chaque jour, 12 délégués CGT sont présents avec lui, 4 par tranche de 8 heures. Dans les ateliers, les délégués CGT donnent chaque jour des nouvelles de sa santé. La CGT a installé une grande banderole de soutien, et évoque le problème quasi journellement dans des tracts où elle accuse le directeur de vouloir la mort du gréviste de la faim.

Le direction, elle, publie des "mises au point" pour tenter de justifier le licenciement, et pour expliquer qu'elle ne cédera pas.

Au début de cette grève de la faim, la réaction des ouvriers de l'ensemble de l'usine était plutôt réservée. Beaucoup voyaient la chose comme un combat singulier entre la CGT et le directeur de l'usine. Mais l'ambiance change peu à peu. Beaucoup d'ouvriers sont touchés par la présence de la femme et des enfants du licencié aux portes de l'usine. Ils disent que *"André a quand même du courage"*. Les débrayages tournants proposés par la CGT rassemblent plus de monde qu'au début. Le mercredi 10 juin, par exemple, 100 travailleurs ont débrayé, sont sortis pour venir voir l'ouvrier licencié. 100 le matin et 100 l'après-midi sur un secteur de 600 ouvriers environ.

Nombreux aussi sont ceux qui viennent verser à la collecte de soutien.

Correspondant LO



AFP

Lévy, l'ex-patron de Renault

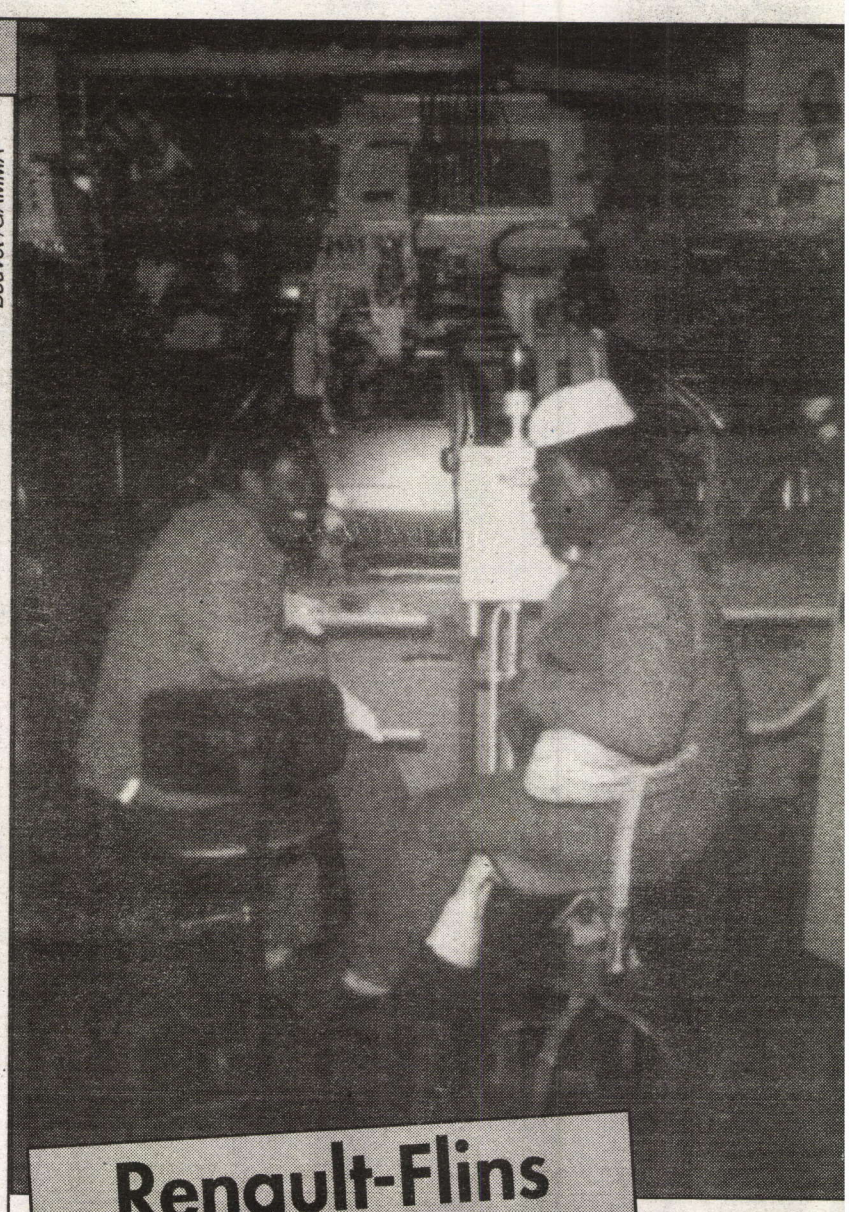
PLUS CYNIQUE TU MEURS

Dans le courant de la semaine dernière, Lévy a organisé un "pot", oh pardon, une réception pour son départ.

Ce n'est pas dans les salons du siège que le PDG sortant a fêté son départ. C'est dans l'Ile Seguin, dans les ateliers où il y a encore quelques semaines, à peine plus de deux mois, travaillaient encore les ouvriers qu'il a virés de l'usine.

Même si l'on sait qu'il peut faire ce qu'il veut dans les surfaces "libérées" de l'usine, incontestablement faire la fête dans l'Ile, c'est pour le moins indécent.

Extrait du Bulletin* Lutte Ouvrière *Renault Billancourt Bureaux



Bouvet/GAMMA

Renault-Flins (Yvelines)

LA COTE DE LA CGT REMONTE

Les élections de délégués du personnel ont eu lieu à l'usine les 10 et 11 juin. Au premier collège, l'abstention - attitude qu'avaient adoptée l'an dernier près du quart des travailleurs - a reculé à 20,7%.

C'est la CGT qui apparaît comme le vainqueur de ces élections : avec 52,8% des voix, elle gagne 1% par rapport à 1991. Elle avait mené campagne sur le thème de l'opposition à l'"Accord à Vivre" proposé par la direction et, en particulier, à la nouvelle grille des salaires qui introduirait un système de rémunération "individualisée", en fait à la tête du client.

La CGT est pourtant loin d'une opposition de principe : pas plus que les autres syndicats, elle n'oppose au système prévu par la direction... autre chose que la grille actuelle. Aucun syndicat n'a même formulé qu'il n'accepterait de discuter du "complément de carrière" (c'est ainsi qu'est désignée la partie à la tête du client) que si la direction s'engageait à indexer le salaire de base sur l'indice INSEE. Alors, on est loin de l'échelle mobile des salaires !

Mais le ton néanmoins plus radical que la CGT a adopté constitue sans doute en partie la cause de son maintien et même de sa progression. La CFDT, quant à elle, avec 19,9%, perd 2,1% et *"prend acte de son nouveau recul"*, comme elle l'admet dans un tract, puisqu'elle passe derrière FO qui, avec 22,3%, gagne 2,3 points par rapport à 1991.

"Ce résultat montre que la CFDT n'est pas forcément comprise", ajoute le tract : en effet, les travailleurs de l'usine ne "comprennent" pas forcément qu'un syndicat tourne autour du pot au sujet de l'aménagement des horaires de travail au profit de la direction, des horaires modulables à l'année ou de la création d'une troisième équipe de production.

Que la cote du syndicat qui se montre le plus hostile à ces attaques patronales mal déguisées remonte, il n'y a donc à cela rien d'étonnant.

Correspondant LO

LICENCIEMENTS, CHÔMAGE ET... HEURES SUPPLÉMENTAIRES !

• Les licencieurs, ce sont les patrons et eux seuls

La direction convoque es salariés qui sont oncernés par le départ en réretraite avec l'article 8 de la convention. Pour eux qui sont peut-être ésitants, à cause du nanque à gagner que cela va provoquer sur leur salaire, la direction utilise un argument véreux. Elle laisse entendre qu'en refusant de partir, le salarié serait responsable d'un licenciement sec supplémentaire.

Autrement dit, même si c'est elle qui licencie, c'est nous qui devrions nous sentir responsables et avoir mauvaise conscience.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière RVI - Vénissieux

• Les promesses et la réalité

Après les beaux discours sur les reclassements sans problème, où les désirs des compagnons devaient être respectés, voilà le temps des réalités à l'inverse de ce que désirent les ouvriers. A croire qu'ils sont payés au nombre de brimades.

CD4. Des travailleurs de 50 ans et plus sont remis en production ou sur la ligne de montage. Il y a aussi l'acharnement de certains contremaîtres à faire

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière RVI - Vénissieux

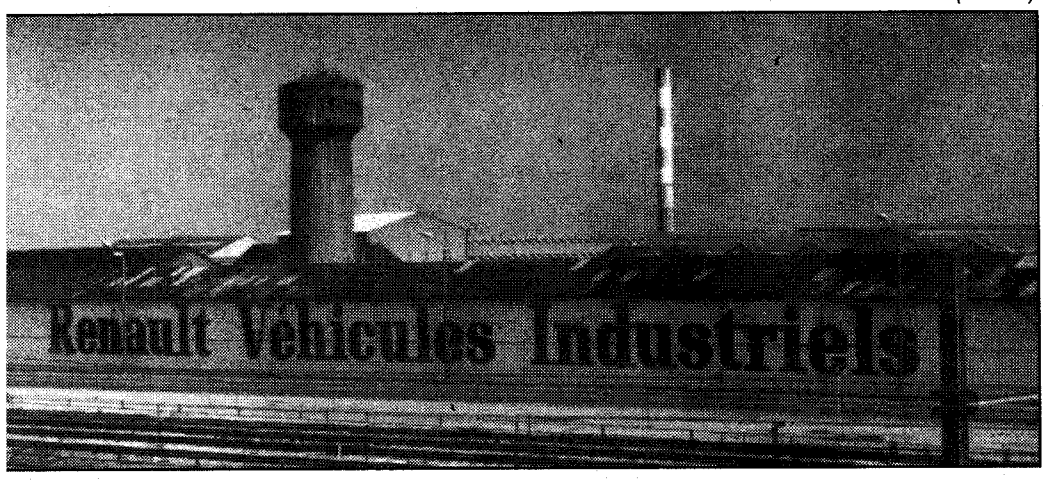
• Il n'y a que le premier pas qui coûte

Pendant la semaine de chômage, la direction de la VL a mobilisé une partie de la maîtrise pour manier le pinceau.

C'est dommage qu'ils ne travaillent que quand on n'est pas à l'usine. Il faudrait leur laisser plus de liberté pour s'exprimer... par le travail. Quand on est là aussi, on leur laisserait volontiers une partie de notre boulot.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière RVI - Vénissieux

(Ph. LO)



• Le samedi, ça me dit rien

La direction veut mettre en place le travail du samedi pour les standardistes du SAV à Massy. Mais par ailleurs, dans un avenir très proche, du fait de la centralisation des appels téléphoniques clients sur ce même standard, elle envisage qu'un nouvel équipement, paraît-il plus performant, lui permettrait de réduire les effectifs à 6 ou 7 au lieu de 8 ou 10 envisagés.

Déjà que le samedi, ça ne nous dit rien, mais alors là, nous avons d'autant moins de raison de marcher dans la combine et de l'écouter...

Extrait du bulletin NCR - France La Défense

• C'est sûrement une manière de s'enrichir mais pas pour ceux qui travaillent...

La direction remet trois samedis après-midi au menu en juin pour environ 60 personnes chaque fois.

La place des licenciés est encore chaude, ils ne sont pas encore tous partis, et depuis le début de l'année, nous n'avons pas encore cessé de faire des heures supplémentaires en plus de nos heures supplémentaires. Car dans 41h30, il y a 2h30 supplémentaires en moyenne chaque semaine.

Nous nous esquintons pour aider Michelin à ne pas embaucher et pour s'apercevoir finalement que ce n'est certainement pas de cette manière qu'on va s'enrichir.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Michelin (Cholet)

AUSTÉRITÉ SALARIALE À SENS UNIQUE :

Pour les directeurs, c'est tout bonus

Selon une étude comparative réalisée dans les différents pays d'Europe, les hauts cadres français (en d'autres termes les directeurs généraux, les directeurs financiers et tous ceux qui entourent le patron) sont les mieux payés d'Europe. Mieux que leurs semblables d'Allemagne (où pourtant les salaires sont en moyenne plus élevés), mieux même que les Suisses, réputés pour être gourmands. Nos hauts cadres touchent plus de un million de francs en moyenne par an (soit environ 80 000 francs mensuels).

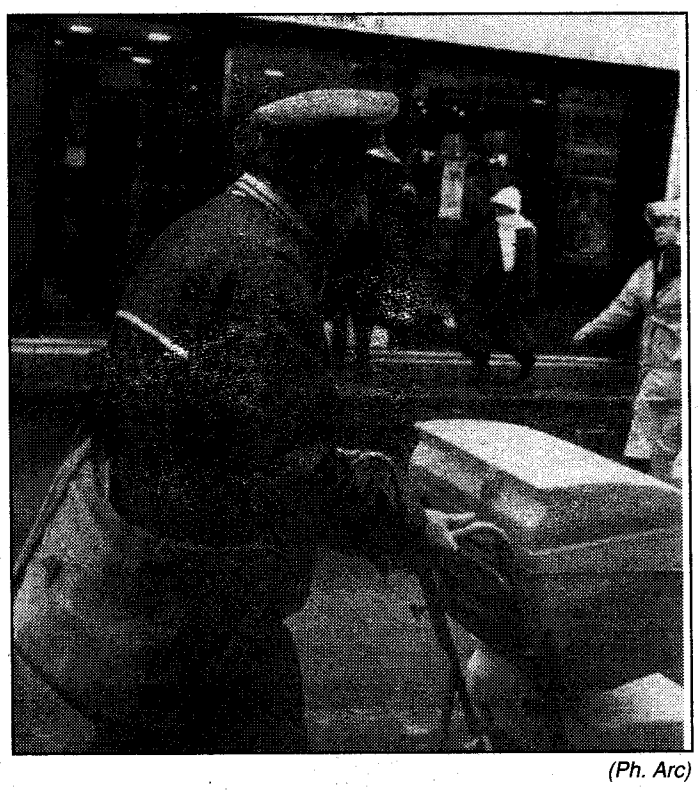
Et ces gros salaires ne sont pas bloqués. Ces messieurs reçoivent environ 20% de leurs gains sous forme de primes d'intéressement, de voitures de fonction et de bonus divers. Neuf directeurs sur dix sont dans ce cas en France. Ces avantages sont récents : 5% d'entre eux seulement y avaient droit il y a quinze ans. Bref, pendant que les hauts cadres prêchaient l'austérité aux travailleurs, ils s'accordaient grassement des primes à eux-mêmes. La prime aux menteurs sans doute.

• Des effectifs, et que ça saute !

Nous faire porter une sacoche et pousser un caddie en même temps, cela permettrait à la Poste d'écouler un maximum de courrier, quitte à nous casser le dos et les reins.

Et s'ils pouvaient nous transformer en kangourous, cela les arrangerait encore mieux. Mais nous ne sommes pas des marsupiaux. Et pour nous faire distribuer tout le courrier sans embauche, l'affaire n'est pas dans la poche.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière PTT - PARIS 20e



(Ph. Arc)

INSÉCURITÉ

• Zéro arrêt

Au Ferrage, à l'AF 600, un ouvrier intérimaire s'est coupé au bras, jeudi dernier. Malgré les 13 points de suture, le chef lui a demandé de revenir immédiatement à l'usine. Citroën prétend avoir peu d'accidents. En fait, ils sont fréquents : ce sont les arrêts que le patron voudrait réduire à zéro.

Depuis des manchons ont été distribués, preuve que Citroën ne se sent pas tout blanc.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Citroën (Aulnay)

• A l'impossible nul n'est tenu

D'après un responsable de la sécurité, quel que soit le train, il ne faudra pas partir sans vérifier, au préalable, à chaque arrêt, que toutes les portes soient fermées. Sur les Z 5100, où il faut attendre 20 secondes après le départ pour que les portes à glissières se ferment automatiquement, il faudrait aussi les fermer sous peine d'être pénalement responsable !

Les malins de la langue feraient bien de s'occuper à ce qu'il y ait du matériel correspondant aux normes de sécurité au lieu de nous demander Mission Impossible sur des TER sortant du musée...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF - Vierzon

Rééditions en collection de poche :

LA CONFESSION DE JOE CULLEN
de Howard Fast

Quel est donc le secret que Joe Cullen tient tant à confesser ? Un secret si lourd qu'il déclenche une véritable chasse à l'homme contre cet ancien vétéran du Vietnam qui n'a trouvé rien de mieux pour se recaser dans la vie civile que de mettre ses talents d'aviateur au service de trafics louches organisés par l'Etat américain dans sa guerre contre les insurgés nationalistes d'une de ses chasses gardées d'Amérique centrale : le Honduras.

Si Joe Cullen a contre lui le réseau puissant des services secrets américains, il s'est trouvé quelques alliés, notamment deux flics de quartier, Friedmann et Ramos, et une jeune avocate. Mais que peut une poignée d'hommes et de femmes face à un Etat bien décidé à faire jouer les rouages retors de la raison d'Etat ?

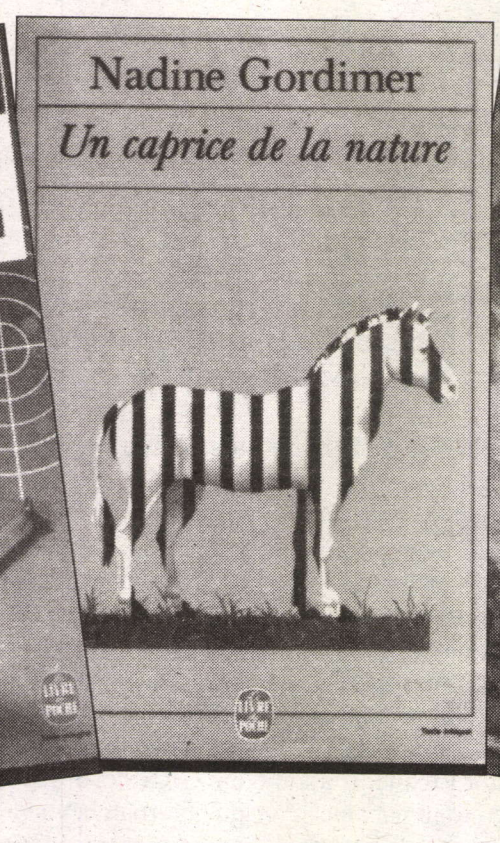
L'intérêt du livre est évidemment de faire connaître à un large public les trafics de la CIA en Amérique centrale à la fin des années 1980 : les services secrets américains, alliés aux réactionnaires "contras", échangeaient des armes contre de la cocaïne réimportée par leurs soins sur le territoire nord-américain. Ils firent d'ailleurs l'objet en 1988 d'un procès indulgent contre un officier supérieur américain où l'on jura bien fort que l'on ne recommencerait plus.

Le côté agaçant de ce livre réside, comme dans certains des récents romans de cet auteur, dans la part plus que belle faite à la religion catholique et à ses représentants. A croire que dans ses vieux jours, Howard Fast a mis dans son cœur la religion à la place de l'URSS stalinienne dont il fut jadis un fervent partisan !

Jacques FONTENOY

La Confession de Joe Cullen, d'Howard Fast, *Livre de Poche, 28 F.*

UN CAPRICE DE LA NATURE
de Nadine Gordimer



Un "caprice de la nature", c'est selon la définition du dictionnaire d'Oxford, une "plante ou un animal, etc. qui présente une variation anormale par rapport à l'espèce ou à la variété dont elle est issue". Dans le roman de Nadine Gordimer, la romancière blanche d'Afrique du Sud qui fut d'abord connue pour ses prises de position contre l'apartheid avant de recevoir le prix Nobel de littérature en 1991, le "caprice de la nature" se prénomme Hillela. C'est une jeune fille "africaine et blanche" qui se comporte d'une manière "anormale" par rapport aux normes de l'Afrique du Sud où elle est née.

L'héroïne a été élevée dans une famille libérale, anti-apartheid, d'Afrique du Sud. Mais le libéralisme a ses limites, des limites que Hillela, par son naturel, son ignorance totale des conventions, dépasse vite. Elle se fait mettre au ban de la société blanche parce qu'elle vit avec un Noir. Elle émigre, sa vie connaît diverses péripéties. A la fin du roman, elle est devenue l'une des épouses d'un dirigeant d'un pays africain fraîchement indépendant.

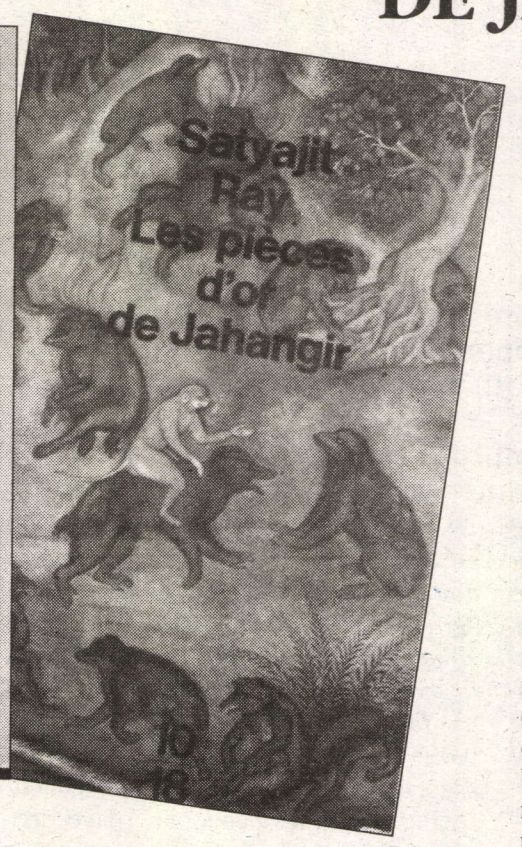
Il y a dans ce roman une critique des préjugés et des contradictions de la petite-bourgeoisie blanche libérale d'Afrique du Sud. Mais il y a surtout des tableaux peu complaisants des cercles dirigeants des mouvements d'opposition noirs... qui permettent de comprendre un peu mieux ce qu'ils sont aujourd'hui.

Evidemment, depuis la publication de ce roman, qui date de 1987, un certain nombre de choses ont changé : ces mouvements se sont bien rapprochés du pouvoir... et l'apartheid a été officiellement aboli en Afrique du Sud. Le roman de Nadine Gordimer garde cependant tout son intérêt.

S. F.

Un Caprice de la nature, *de Nadine Gordimer, Livre de Poche.*

LES PIÈCES D'OR DE JAHANGIR
de Satyajit Ray



L'auteur de ce petit recueil de nouvelles est le réalisateur du film célèbre *Pather Pânchâli*.

Les dix histoires regroupées sous le titre *Les Pièces d'or de Jahangir* se passent à Calcutta, la capitale du Bengale, aujourd'hui. Elles font voir quelques aspects de la vie dans cette ville. Pas les aspects souvent décrits de l'Inde (l'atroce misère, les bidonvilles, etc.) mais, de l'intérieur, quelques épisodes de la vie de bourgeois et de petits bourgeois dans cette immense ville à la fois très marquée par son passé, riche de sa culture et de sa civilisation et en même temps bouleversée par le modernisme et un capitalisme sauvage.

Deux des nouvelles sont des petites intrigues policières. Les autres sont centrées sur un personnage, un petit bourgeois, un fonctionnaire, un cadre, un PDG, un collégien... à qui soudain il arrive quelque chose, dans une vie jusque-là étriquée et monotone : les retrouvailles avec un ami perdu, un déménagement, la rencontre avec un nouveau voisin, par exemple.

Ce sont en fin de compte de petites anecdotes de la vie de tous les jours. Tout l'art de l'auteur est de nous faire comprendre ces personnages, partagés entre la nostalgie du Bengale d'autrefois, voire même de l'Inde coloniale, et l'attrait de la vie moderne.

C. S.

Les Pièces d'or de Jahangir, *de Satyajit Ray, collection 10/18, 36 F.*

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

USA - CEI

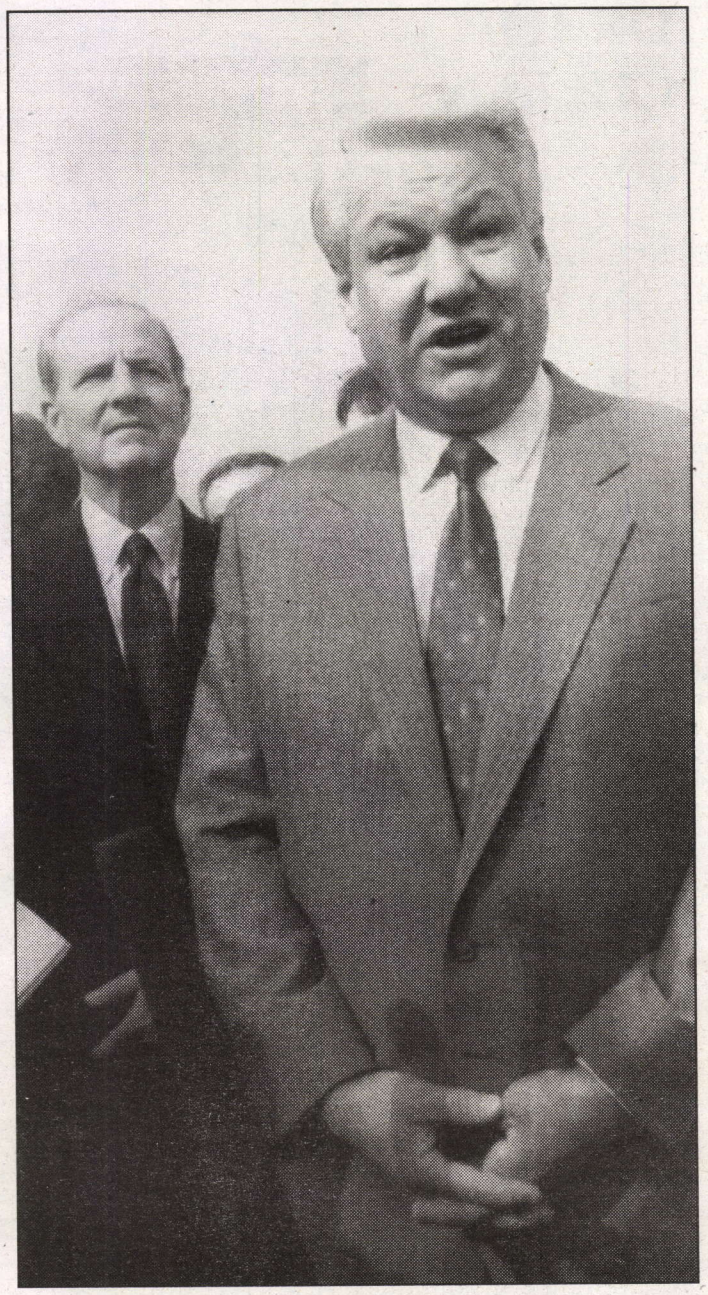
Le sommet Bush-Eltsine

UNE VRAIE SÉRIE B

Les deux présidents ont tout fait pour que leur rencontre au sommet ne passe pas inaperçue car tous deux en attendaient beaucoup pour rehausser leur image, qui en a bien besoin, auprès de leurs opinions publiques respectives.

Eltsine a tout fait et peut-être même un peu trop, tant il voulait que sa consécration internationale soit marquante.

Ph. AFP



Eltsine a même promis de libérer des prisonniers américains... qu'il n'est pas certain de détenir !

Avant de prendre l'avion, il s'est efforcé de donner de nouveaux gages sur ses intentions réformatrices. Outre la nomination d'Egor Gaïdar, le chef de file du courant réformiste radical très apprécié, paraît-il, du FMI et des milieux d'affaires occidentaux, comme Premier ministre en exercice, Boris Eltsine a signé deux décrets autorisant la mise en faillite des entreprises (avec ce que cela peut impliquer comme licenciements) et la vente de terrains industriels. Tout cela pour montrer qu'après avoir haussé le ton la semaine dernière contre le FMI et déclaré qu'il refusait de libérer les prix de l'énergie, il entendait toujours accélérer le passage à l'économie de marché et les privatisations.

Et puis surtout, Eltsine qui avait affirmé, il y a encore quelques jours devant un parterre de généraux, que *"la Russie défend toujours le principe d'une parité stratégique"* a concédé à George Bush la destruction complète d'ici onze ans de tous les SS-18, fleurons de la panoplie nucléaire russe. *"Nous renonçons,* a-t-il déclaré, *à cette sinistre parité qui a conduit la Russie à avoir la moitié de sa population au-dessous du seuil de la pauvreté"*. Retournement spectaculaire, donc.

Les deux présidents ont donc provoqué la surprise, une surprise manifestement soigneusement orchestrée, en déclarant leur accord pour réduire des deux tiers leurs armements nucléaires. L'accord que Bush avait signé il y a un an avec Gorbatchev est largement éclipsé puisque celui qu'il vient de signer avec Eltsine va deux fois plus loin.

Ceci dit, si l'accord est spectaculaire, il n'en autorise pas moins les deux pays à posséder au-delà de l'année 2003 entre 3 000 et 3 500 ogives nucléaires chacun, ce qui est déjà plus que suffisant pour faire de gros dégâts ! Et d'ici là il faut encore que l'accord annoncé triomphalement prenne la forme d'un traité en bonne et due forme (d'ici quelques mois) puis qu'il soit ratifié par les Parlements des deux pays. Autant dire qu'il reste encore place pour pas mal de rebondissements.

En attendant, Bush ne se privera pas d'utiliser ce succès diplomatique spectaculaire dans sa campagne électorale.

Quant à Eltsine, il a été payé de retour par une réception en grande pompe à la Maison blanche, par le droit insigne de s'adresser en personne aux deux chambres réunies du Congrès américain, par quelques phrases grandiloquentes de Bush qui a été jusqu'à comparer Eltsine à Pierre le Grand ! Bref, il a enfin remplacé Gorbatchev sur la scène internationale et c'est certainement, outre la satisfaction d'amour propre, un atout vis-à-vis de certains de ses opposants. A condition toutefois que cela soit payant...

Mais dans sa volonté de jeter le discrédit sur son vieux rival, et de montrer sa bonne volonté aux Américains, il a peut-être bien été trop loin en annonçant que, depuis la Deuxième Guerre mondiale, quelque 2 000 Américains avaient été prisonniers en URSS suite aux survols américains du territoire soviétique pendant la Guerre froide, suite à la guerre de Corée, et même suite à la guerre du Vietnam, le Nord-Vietnam ayant envoyé, affirma-t-il, des prisonniers américains en URSS, toutes choses que Gorbatchev avait niées en son temps. Eltsine a suggéré que certains de ces prisonniers étaient peut-être encore en vie et du coup ses concessions sur les missiles nucléaires sont passées au second plan dans la presse américaine, ce qui n'arrange sûrement pas Bush, mais qui risque de ne pas faciliter à Eltsine le déblocage des crédits américains par le Congrès, celui-ci réclamant, comme la presse, d'abord les résultats de l'enquête conjointe qui a été décidée et le retour des survivants. En tout cas, pour l'instant, Eltsine repart les mains vides.

Il est certainement encore difficile d'apprécier ce que sera l'impact de cette accumulation de coups de théâtre sur la cote de popularité des deux hommes qui ont organisé ce sommet pour se servir mutuellement de faire-valoir. Mais il est bien possible que tout ce cinéma ne suffise ni aux USA ni en Russie à redorer le blason auprès de la population laborieuse de ces dirigeants dont la politique, tout entière au service des riches, est catastrophique pour les travailleurs. L'image des deux épouses de ces messieurs allant servir dans une soupe populaire pendant les négociations, et Naina s'exclamant que ce sont justement les soupes populaires qui manquent en Russie, est bien un symbole de ce que les gouvernants ont à offrir aux peuples en ces temps de crise.

Dominique CHABLIS

JAPON

UNE REMILITARISATION DÉJÀ LARGEMENT ENGAGÉE

Le Parlement japonais vient de voter une loi autorisant désormais des soldats japonais à intervenir à l'extérieur du Japon, loi qui est une nouvelle brèche dans la constitution du pays qui, depuis 1945, interdit le recours à la violence pour régler les conflits.

En fait, cette brèche n'est pas la première, car si les Etats-Unis, après avoir vaincu le Japon, ont exigé à la fin de la guerre le désarmement complet de ce pays, il y a déjà bien longtemps qu'ils font pression pour que le Japon contribue lui aussi à la protection des intérêts de l'impérialisme dans le monde et accepte sa part des tâches de gendarme de la planète.

Dès 1950, une première brèche était faite à la constitution avec la remise sur pied d'une force armée de 75.000 hommes baptisée à l'époque "Force de police de réserve" et rebaptisée en 1954 "Forces d'autodéfense".

Depuis la crise, les Etats-Unis ont encore accentué leurs pressions, à la fois pour que l'effort militaire japonais puisse relayer le leur et pour que l'Etat japonais soit logé à la même enseigne que les grands pays impérialistes avec des dépenses militaires, non seulement grèvant son budget, mais aussi susceptibles de l'amener à acheter du matériel militaire à l'étranger et en particulier aux USA.

Et de fait, les fameuses "Forces d'autodéfense" en sont venues à atteindre près de 250.000 hommes, constituant la septième armée du monde et bénéficiant du troisième budget militaire mondial. Parallèlement une industrie d'armement s'est développée et tout une partie du patronat fait pression pour obtenir l'augmentation du budget militaire. Mais jusqu'ici ces forces armées n'avaient pas le droit d'intervenir à l'extérieur du pays. On l'a vu au moment de la guerre du Golfe, lorsque les USA ont exigé que le Japon paye le prix fort pour l'intervention des autres puissances.

Le nouveau pas qui vient d'être franchi, malgré le désaccord de la majorité de l'opinion publique japonaise sur laquelle s'appuie d'ailleurs l'opposition (les députés du Parti Socialiste ont démissionné du Parlement à cette occasion), l'a été sous prétexte de participer *"aux opérations de paix"* de l'ONU ! La paix défendue par l'ONU, c'est l'ordre mondial cher aux grandes puissances impérialistes, et évidemment, il s'agit de faire accepter à l'opinion publique japonaise la participation de l'armée à des opérations militaires de maintien de cet ordre-là de par le monde. Et par la même occasion, un budget militaire en expansion.

Mais en ce qui concerne le maintien de l'ordre à l'intérieur du pays, voilà belle lurette que l'armée japonaise était opérationnelle et que l'Etat japonais s'était remilitarisé.

D. C.

Lutte Ouvrière - Directeur de la publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995